

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



RAPPORT EXPLICATIF DU MINISTRE
SUR LA GESTION 2008

ACCOMPAGNANT LE PROJET
DE LOI DE REGLEMENT

Présenté

Au nom de M. Paul BIYOGHE MBA

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Blaise LOUEMBE

Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique chargé de la
Réforme de l'Etat

Table des matières :

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET	5
I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2008.....	7
A/- L'ACTIVITE	8
1- Les pays industrialisés.....	8
2- Les pays en transition	8
3- Les pays en développement.....	9
D/- L'évolution des cours des produits de base.....	10
II- LE BILAN ECONOMIQUE NATIONAL EN 2008.....	12
A/- LE PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	12
1- Le PIB par secteur d'activité.....	13
2- Le PIB par la demande	14
B/- L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	15
1- L'emploi.....	15
2- Les salaires	17
3- Les prix	18
C/- LA MONNAIE ET LE CREDIT	19
1- Les ressources monétaires	19
2- Les contreparties de la masse monétaire	20
3- La politique monétaire.....	21
D/- LA BALANCE DES PAIEMENTS	21
1- La balance des transactions courantes.....	21
2- La balance des capitaux	22
3- La balance globale	22
DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DU BUDGET	23
I- L'EXECUTION DU BUDGET EN RESSOURCES	27
A/- L'EXECUTION DES RESSOURCES PROPRES	28
1- Les recettes fiscales.....	28
2- Les revenus du domaine et des participations financières	30
3- Les recettes diverses	31
B/- L'EXECUTION DES RESSOURCES D'EMPRUNT	32
II- L'EXECUTION DU BUDGET EN CHARGES.....	33
A/- LA DETTE PUBLIQUE.....	34
B/- LE FONCTIONNEMENT	35
1- Les Traitements et salaires.....	36
2- Les biens et services	36

3- Les transferts et interventions.....	36
C/- L'INVESTISSEMENT	37
ANNEXES	39

Première Partie : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2008

En 2008, après plusieurs années de forte croissance, l'économie mondiale a été marquée par une décélération consécutive à une crise financière d'envergure. Ainsi, la croissance mondiale s'est située à 3% contre 5,2% en 2007. Le retournement du marché immobilier aux États-Unis, l'intensification des tensions inflationnistes sous l'effet de la flambée des cours du pétrole, des autres matières premières et des produits alimentaires, expliquent ce ralentissement.

La décélération de l'économie mondiale a eu pour conséquence l'entrée en récession des États-Unis et de l'Europe, tandis que les économies des pays émergents et en développement, quoiqu'en net repli, ont été les principales locomotives de l'activité économique mondiale.

Dans ce contexte, la baisse de la demande extérieure s'est traduite par un fort ralentissement du commerce mondial qui a progressé de 2,9% en 2008 contre 7,2% en 2007.

Dans le même temps, face à la **dégradation** des perspectives économiques, les banques centrales des grands pays industrialisés ont adopté une politique monétaire accommodante, en vue d'améliorer l'accès au crédit et de soutenir ainsi la croissance.

Enfin, la détérioration de l'économie mondiale s'est traduite par une hausse significative du taux de chômage dans la plupart des pays industrialisés.

A-/ L'ACTIVITE

1- Les pays industrialisés

Aux **Etats-Unis**, le PIB s'est accru de 0,4% en 2008 contre 2,1% l'année précédente. Cette évolution s'explique par la baisse de la consommation des ménages en liaison avec le resserrement du crédit, la dégradation de l'investissement et la flambée des prix des matières premières, en dépit de la bonne tenue des exportations dopées par la dépréciation du dollar.

Au **Japon**, malgré une politique de faibles taux d'intérêt pratiquée par les autorités monétaires, l'économie est entrée en récession. L'activité a souffert d'une baisse des exportations, en raison de la compression de sa demande intérieure et du ralentissement de l'économie américaine qui ont entraîné un recul de 0,7% du PIB en 2008.

Dans la **Zone euro**, l'économie est demeurée atone avec un accroissement du PIB de 0,7% en 2008 contre 2,7% en 2007. Celle-ci a été pénalisée par le soutien limité du commerce extérieur en raison de l'appréciation de l'euro face au dollar américain, de la baisse de la consommation et du reflux de l'investissement des entreprises.

Les taux de croissance du PIB en **Allemagne**, en **France** et en **Italie** ont été respectivement de 1,2%, 0,3% et -1%.

Hors de la zone euro, la croissance du **Royaume-Uni** a décéléré à 0,7% contre 2,6% un an auparavant.

2- Les pays en transition

Dans les **pays en transition d'Europe** de l'Est, l'on a observé des résultats mitigés. En effet, la Russie est restée dynamique avec une expansion de 5,6% du fait de la flambée du prix de pétrole brut tandis que la Lettonie et la Lituanie ont respectivement enregistré des taux de croissance de 0,4% et 3% en 2008.

3- Les pays en développement

La **Chine**, à l'instar de tout le bloc économique des pays en développement d'Asie, a pâti de la décélération de l'économie mondiale qui a pesé sur ses exportations. Pour la première fois depuis trois ans, la croissance du PIB chinois est en dessous 10%, elle se situe à 9% en 2008 contre 13% en 2007.

De même, en **Inde** la croissance économique s'est repliée à 7,3% contre 9,4% en 2007, en raison de la baisse d'activité enregistrée dans les principaux secteurs d'exportation.

L'**Amérique Latine**, avec une croissance de 4,2%, a mieux résisté à la crise que les économies développées. Toutefois, l'on a observé des évolutions mitigées selon les pays. En effet, les pays exportateurs de matières premières ont vu leur croissance relativement affectée par le repli des prix sur les marchés internationaux. Ainsi, la croissance au **Brésil** et en **Argentine** a respectivement ralenti à 5,1% et 6,8% en 2008 contre respectivement 5,7% et 8,7% l'année précédente.

De même, le **Mexique**, qui entretient des liens économiques étroits avec les Etats- Unis, a vu sa croissance reculer à 1,3% contre 3,3% en 2007. La baisse de ses exportations et la remontée de l'inflation expliquent cette évolution.

L'environnement mondial, de plus en plus défavorable, a eu des effets progressifs sur l'évolution du PIB du **continent africain**. En effet, après plusieurs années d'expansion soutenue, le taux de croissance de la région est passé de 6,3% en 2007 à 5,2% sur la période sous-revue.

Les économies subsahariennes ont assez bien résisté au choc extérieur en raison de la répercussion tardive des effets de la crise sur le secteur réel et de la faible intégration de son système financier au marché financier mondial. Toutefois, les effets de la crise mondiale sur la croissance se sont fait plus rapidement ressentir dans les pays producteurs de pétrole et des autres produits de base.

La croissance dans les pays du Maghreb est demeurée robuste en 2008. Le PIB s'est élevé à 4,4% contre 4% en 2007. S'appuyant sur une économie très diversifiée, le **Maroc** a connu une croissance de 5,6% en 2008 contre 2,7% enregistrée en 2007. Par contre, la croissance du PIB en **Tunisie** a ralenti, passant de 6,3% en 2007 à 4,6% en 2008, en raison, notamment, de la dégradation de l'activité dans l'Union Européenne. Enfin, l'**Algérie** a affiché une croissance stable de 3% grâce à la bonne tenue du secteur non pétrolier.

En dépit d'une hausse de l'inflation de 7,2%, la croissance en **Afrique de l'Ouest** s'est située à 3,9% en 2008 contre 3,2% en 2007, en liaison avec la relance agricole.

Profitant de la flambée du prix de baril de pétrole durant le premier semestre, le PIB dans la zone CEMAC s'est chiffré à 5% en 2008 contre 4,2% en 2007.

D-/ L'évolution des cours des produits de base

En 2008, les cours du baril de **Pétrole** ont atteint des niveaux très élevés, avec un cours moyen du Brent à 96,99 dollars américains contre 72,52 dollars américains en 2007, soit un relèvement de 33,7%. Cette hausse des prix du pétrole s'explique essentiellement par les inquiétudes sur l'offre pétrolière mondiale et l'environnement géopolitique.

Toutefois, les prix du pétrole ont fortement chuté au quatrième trimestre 2008 en raison de la faiblesse de la demande pétrolière dans un contexte de crise économique mondiale.

S'agissant du **Sucre**, son cours, en moyenne annuelle, s'est nettement apprécié de 26,4% en 2008 passant de 10,10 cts/lb (cents pour une livre) en 2007 à 12,77 cts/lb en 2008.

Cette évolution s'explique, par le fait que les fermiers ont privilégié la culture du blé au détriment du sucre et par la forte consommation du Brésil pourtant premier exportateur mondial. En effet, 57% de la production sucrière du pays a été transformée en éthanol, soit une hausse de 54% par rapport à l'année antérieure.

En ce qui concerne le **Fer**, la hausse du cours constatée en 2007 s'est poursuivie en 2008. En effet, les prix sont passés de 55,6 euros la tonne en 2007 à 92,3 euros la tonne en 2008. Cette bonne conjoncture trouve sa justification dans l'évolution favorable des marchés sidérurgiques européen et chinois en rapport avec les investissements liés à l'organisation des jeux olympiques.

Le marché du **Caoutchouc naturel** en 2008 a été marqué par une appréciation des cours. Ainsi, le caoutchouc de qualité SMR 20 s'est vendu en moyenne à 724 cents malais le kilo contre 711,5 cents en 2007. Cette évolution résulte de la contraction de la consommation mondiale de caoutchouc, suite au retrait des ventes de voitures et de la demande de pneumatiques. En revanche, malgré le reflux des prix, la production de caoutchouc naturel est passée de 9,7 millions de tonnes (Mt) en 2007 à 10,1 Mt en 2008.

Le marché international du **Café** a été marqué par une embellie des cours en 2008, en dépit du contexte économique difficile. Cette appréciation est notamment liée à la mise en place d'un système de maintien des prix en faveur des producteurs en Côte-d'Ivoire.

Ainsi, malgré l'augmentation de la production mondiale, le cours moyen du café robusta s'est légèrement amélioré de 1,24% en 2008 atteignant 87,86 cents la livre. De même, les prix de l'Arabica ont connu une légère progression de 1,08%, se fixant à 124,23 cts/lb en 2008.

Pour ce qui est du **Cacao**, les prix sur le marché international se sont fortement appréciés en 2008 en raison du recul de la production ghanéenne et surtout de la détérioration de la qualité de la fève de Côte-d'Ivoire suite au vieillissement des plantations. Ainsi, les prix ont atteint 1626,10 dollars américains la tonne, soit une hausse de plus de 60% en moyenne annuelle.

Le marché mondial d'**huiles végétales** a été marqué par une contraction de l'offre suite à une sécheresse en Amérique du Sud et un maintien de la demande. Dans ce contexte, les prix de l'huile de soja et l'huile de palme, utilisées comme agro-carburants, sont restés fermes en 2008. Ainsi, les cours de ces deux produits se sont respectivement établis à 1161 et 946 dollars américains la tonne, soit des hausses respectives de 42% et 20% par rapport à 2007.

Malgré la mondialisation de la crise économique, la constitution des stocks de minerais a offert au secteur minier des conditions favorables à sa stabilité. Dans ce contexte, les cours du **Manganèse** se sont négociés en 2008 à 178 euros la tonne en moyenne annuelle et ont enregistré une hausse de 37% par rapport à 2007.

Confirmant sa réputation de valeur refuge, le cours de l'**Or** s'est apprécié de 3% en 2008, à 717,95 dollars américains l'once en moyenne annuelle contre 697,11 dollars en 2007. Les conséquences inflationnistes liées au prix du pétrole et la crise économique mondiale sont les facteurs qui expliquent la bonne tenue du marché du métal jaune.

II- LE BILAN ECONOMIQUE NATIONAL EN 2008

En 2008, l'économie gabonaise a été fortement influencée par l'environnement économique mondial. Ainsi, le premier semestre s'est soldé par des résultats appréciables en liaison avec la bonne tenue des cours du pétrole. En revanche, le second semestre s'est caractérisé par une décélération de l'activité économique nationale consécutive aux effets de la crise financière internationale.

Par conséquent, l'on a enregistré, globalement, une baisse de la demande des principaux produits d'exportation dans un contexte de dégradation du taux de change du dollar américain, en dépit de la hausse des prix du pétrole et du manganèse. La croissance économique annuelle a ainsi connu un net ralentissement.

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, a été forte en raison notamment de l'augmentation des prix internationaux des produits alimentaires et de la hausse des prix de l'eau et de l'électricité.

Le ralentissement de la croissance en 2008 s'est traduit par une détérioration de l'emploi dans le secteur privé moderne, insuffisamment compensée par des nouveaux recrutements dans la Fonction Publique (Santé, Éducation etc.).

La balance des paiements s'est caractérisée par une nette amélioration de son solde global excédentaire. Cette situation est la résultante d'une forte élévation du solde de la balance des transactions courantes en dépit de la dégradation de la balance des capitaux.

A/- LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2008, le produit intérieur brut, en volume, a progressé de 2,3% contre 5,6% en 2007. Ce fléchissement tendanciel provient de la baisse de 2,6% de la production pétrolière et de la décélération à 3,5% de l'activité non pétrolière.

Tableau n°1 : Croissance du PIB en volume

(en %)	2006	2007	2008
PIB total	1,2	5,6	2,3
Pétrole	-10,4	1,7	-2,6
Hors-pétrole	4,5	6,5	3,5

Source : DGE

1- Le PIB par secteur d'activité

L'analyse sectorielle en 2008 révèle un repli de 1,9% du secteur primaire alors que les secteurs secondaire et tertiaire ont connu un net ralentissement respectivement à 3,8% et 3,5%.

Tableau n° 2 : PIB par secteurs d'activité de 2006 à 2008

(Valeurs en milliards de FCFA)	PIB nominal (aux prix du marché)					PIB en volume (aux prix de 1991)				
	2006	2007	2008	07/06	08/07	2006	2007	2008	07/06	08/07
Produit intérieur brut	4991,5	5476,2	6447,3	9,7%	17,7%	1867,4	1971,2	2016,9	5,6%	2,3%
PIB marchand	4655,4	5076,4	6020,1	9,0%	18,6%	1614,3	1702,9	1732,5	5,5%	1,7%
Secteur primaire	2890,5	3088,0	3906,3	6,8%	26,5%	559,6	578,6	567,5	3,4%	-1,9%
Agriculture, élevage, pêche	175,3	186,3	209,4	6,3%	12,4%	117,6	122,3	127,4	4,0%	4,2%
Exploitation forestière	71,3	82,5	54,9	15,8%	-33,5%	35,5	39,1	33,6	9,9%	-14,0%
Pétrole brut	2519,0	2643,2	3233,1	4,9%	22,3%	368,4	374,6	364,9	1,7%	-2,6%
Mines	125,0	160,0	409,0	40,8%	132,4%	38,2	42,7	41,6	11,9%	-2,6%
Secteur secondaire	409,5	454,8	484,2	11,1%	6,4%	341,6	362,4	376,3	6,1%	3,8%
Industries agro- al, boissons	58,5	64,8	71,6	10,8%	10,5%	53,5	58,0	60,8	8,4%	4,8%
Industrie du bois	51,7	59,8	40,1	15,6%	-32,9%	19,3	21,1	18,3	9,7%	-13,3%
Autres industries	94,4	100,6	111,2	6,6%	10,5%	65,5	66,5	70,3	1,5%	5,7%
Raffinage	20,4	24,8	26,7	21,3%	7,6%	48,8	56,0	57,0	14,9%	1,8%
Electricité, Eau	61,6	69,7	81,6	13,1%	16,9%	60,7	62,9	67,4	3,7%	7,2%
BTP	91,9	100,6	112,8	10,6%	10,9%	62,4	64,5	66,7	3,3%	3,4%
Services pétroliers	31,0	33,5	40,3	8,2%	20,1%	31,4	33,4	35,8	6,2%	7,2%
Secteur tertiaire	1355,3	1533,5	1629,6	13,1%	6,3%	713,1	761,9	788,7	6,8%	3,5%
Transports & Communication	227,5	281,0	294,9	23,5%	4,9%	144,5	154,9	158,0	7,2%	2,0%
Services	539,5	587,8	642,7	9,0%	9,3%	326,7	346,3	366,3	6,0%	5,8%
Commerce	279,1	303,5	333,5	8,7%	9,9%	123,7	132,4	139,1	7,0%	5,1%
DTI et TVA	287,8	338,3	333,1	17,5%	-1,5%	93,9	102,5	98,2	9,1%	-4,2%
Banques et assurances	21,4	22,9	25,5	6,9%	11,1%	24,2	25,8	27,1	6,3%	5,0%
Services non marchands	336,1	336,1	427,2	19,0%	6,3%	253,1	268,3	284,4	6,0%	6,0%

Source : DGE

Le repli observé dans le **secteur primaire** s'explique essentiellement par le déclin de 14% de l'exploitation forestière, lié à la conjoncture défavorable du marché international des bois tropicaux, le recul de 2,6% de la production pétrolière engendré essentiellement par le faible rendement des champs et les difficultés techniques de production et la baisse de 2,6% de la production minière sous-tendue par la morosité du marché international de la sidérurgie.

Le ralentissement du **secteur secondaire** est principalement dû à la mauvaise tenue de l'activité de l'industrie du bois dont l'activité a régressé à 13,2%, les autres branches d'activité à savoir l'énergie, le BTP les services pétroliers et les autres industries ayant consolidé leurs performances.

La baisse d'activité observée dans le **secteur tertiaire** résulte principalement de la décélération des activités de ses principales branches motrices que sont les Transports et Communications (2% contre 7,2% en 2007) et Commerce (5% contre 7% en 2007).

2- Le PIB par la demande

L'activité a été soutenue par l'expansion de 2,7% de la demande intérieure qui a bénéficié de la hausse de 3,2% de l'investissement total et de l'accroissement de 2,5% de la consommation totale.

L'investissement total à prix courant a augmenté, grâce notamment aux dépenses en capital des administrations publiques qui ont progressé de 6,6% et aux investissements du secteur pétrole qui a crû de 2,7%.

La hausse de 8,8% de la consommation totale en valeur résulte à la fois de la progression de 9,9% des dépenses de consommation des ménages, soutenues par un accroissement modéré de la masse salariale globale et de l'expansion de 5,9% des dépenses en matériel et fournitures des administrations publiques.

Tableau n°3 : Demande intérieure de 2005 à 2007

En milliards de F.cfa	En nominal (aux prix du marché)					En volume (aux prix de 1991)				
	2006	2007	2008	07/'06	08/'07	2006	2007	2008	07/'06	08/'07
Demande intérieure	3297,7	3718,8	3971,7	12,8%	6,8%	1808,2	1974,6	2028,1	9,2%	2,7%
Consommation totale	2140,9	2427,7	2640,9	13,4%	8,8%	1215,4	1339,9	1373,2	10,2%	2,5%
Publique	573,6	669,7	708,9	16,8%	5,9%	337,4	401,6	394	19,0%	-1,9%
Privée	1567,3	1758	1932	12,2%	9,9%	878	938,3	979,2	6,9%	4,4%
Investissement total	1156,8	1291,1	1330,8	11,6%	3,1%	592,8	634,7	654,9	7,1%	3,2%
Dont: Pétrole	402,4	452,1	464,4	12,4%	2,7%	232,7	247,1	266,5	6,2%	7,9%
Hors pétrole*	330,1	387,2	390	17,3%	0,7%	152,7	172,6	169,1	13,0%	-2,0%
Administration	322,1	340,8	363,4	5,8%	6,6%	157,8	163,1	168	3,4%	3,0%

Source: MEGA/ DGE

*non compris l'investissement des ménages et des institutions financières

B/- L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

1- L'emploi

Le ralentissement de la croissance en 2008 s'est traduit par une détérioration de l'emploi dans le secteur privé moderne, insuffisamment compensée par des nouveaux recrutements dans la Fonction Publique (Santé, Éducation, etc.).

L'emploi global a baissé de 0,1% pour se situer à 117.941 agents. Cette évolution a été atténuée par le relèvement des effectifs du secteur public malgré la chute des ceux des sociétés.

Tableau n°4 : Évolution des effectifs salariés du secteur moderne

	2006	2007	2008	2008/2007
Sociétés	51 629	54 041	49 401	-8,59%
Parapublique	12 512	11 928	9 501	-20,35%
Privées	39 117	42 113	39 900	-5,25%
Secteur public	54 969	60 145	64 650	7,49%
Fonction publique	48 363	51 488	55 520	7,83%
MONP	6 606	8 657	9 130	5,46%
Libreville	3 716	3 761	4 110	9,28%
Intérieur	2 890	4 896	5 020	2,53%
Collectivisés locaux	3 890	3 890	3 890	0,00%
Total générale	110 488	118 076	117 941	-0,11%

Source : DGE

a)- L'emploi dans le secteur public

En 2008, le secteur public a employé 64.650 personnes, soit 54,8% de l'emploi global. L'emploi dans le secteur public a augmenté de 7,5% par rapport à 2007 en raison des recrutements enregistrés dans les secteurs de l'Éducation (12,4%), des Pouvoirs Publics (5,6%) et des Administrations Sociales (5,9%).

Tableau n°5 : Évolution de l'emploi public

	2006	2007	2008	2008/2007
Fonction publique	48 363	51 488	55 520	7,83%
Pouvoirs publics	14 343	14 658	15 483	5,63%
Adm. Générale	6 595	6 651	6 786	2,03%
Adm.Economiques	4 085	4 265	5 082	19,16%
Adm.du Développement	1 988	2 845	2 738	-3,76%
Adm. Des transports	494	612	657	7,35%
Adm de l'Education	13 963	14 740	16 564	12,37%
Adm. sociales	6 869	7 698	8 156	5,95%
Autres	26	19	54	184,21%
MONP	6 606	8 657	9 130	5,46%
Libreville	3 716	3 761	4 110	9,28%
Intérieur	2 890	4 896	5 020	2,53%
TOTAL	54 969	60 145	64 650	7,49%

Sources: DGB, DGE

Les effectifs de la main-d'œuvre non permanente, en hausse de 5,5%, se sont établis à 9.130 agents.

b)- L'emploi dans le secteur privé

Le ralentissement de l'activité économique globale a fortement pesé sur les effectifs des entreprises du secteur privé moderne qui ont reculé de 8,6%, après une progression de 4,7% en 2007.

En effet, la crise financière internationale a fortement pesé sur l'activité dans le secteur bois, entraînant une compression des effectifs de 31,3%. Les autres branches notamment les transports et les télécommunications, les autres industries et les services ont également réduit leur personnel. La baisse des effectifs dans la branche des télécommunications est liée aux licenciements d'une partie des agents de Gabon Télécom et de Libertis.

Tableau n°6 : Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

	2006	2007	2008	08/07
Agriculture	2 076	2 149	2 090	-2,7%
Pétrole	1 678	2 082	2 139	2,7%
Mines	1 479	1 498	2 139	42,8%
Bois	9 134	9 600	6 597	-31,3%
Industries Agro-alimentaires	2 203	2 254	2 176	-3,5%
Autres industries	1 798	1 820	1 625	-10,7%
Eau, électricité et raffinage	1 910	1 918	1 929	0,6%
Bâtiment et travaux publics	4 901	4 941	4 942	0,0%
Transports et Télécom	7 032	7 718	6 720	-12,9%
Services	11 505	11 896	11 510	-3,2%
Commerce	5 873	6 085	6 085	0,0%
Banques et Assurances	2 040	2 081	2 090	0,4%
Total	51 629	54 041	49 401	-8,6%

Source : DGE

c)- Le chômage

Le nombre de demandes d'emploi traitées par le l'Office National de l'Emploi (ONE) s'est élevé à 3.168 dossiers, en hausse de 17,2% par rapport à l'année 2007. Cette progression s'explique par l'existence de 1.183 demandes d'emploi provenant des anciens travailleurs et de 1.985 des primo demandeurs (actifs à la recherche d'un premier emploi).

En ce qui concerne les offres d'emploi, elles ont augmenté de 44,7% et se sont situées à 1.097 postes contre 758 en 2007. Cette embellie est liée au besoin des entreprises en personnel de niveau supérieur. Toutefois, sur l'ensemble offres recensées, 30,8% ont concerné les demandeurs ayant un niveau de scolarité équivalent au BTS.

2- Les salaires

En 2008, la masse salariale moderne a progressé de 10,5%, pour s'établir à 980,6 milliards de F.cfa contre 887 milliards en 2007. Cette fluctuation découle conjointement de la progression des salaires des sociétés et des rémunérations des administrations publiques.

Tableau n°7 : Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(en milliards de FCFA)	2006	2007	2008	08/07
Sociétés	577,1	616,5	659,8	7,0%
Privées	463,7	501,2	541,2	7,9%
Parapubliques	113,4	116,0	118,6	2,2%
Administrations	267,3	270,5	320,8	18,5%
Fonction publique	229,2	232,1	282,4	21,6%
Collectivités locales	14,9	14,9	14,9	-
M.O.N.P	23,2	23,5	23,5	-
Total général	844,4	887	980,6	10,5%

Sources : DGE, DGB

a) La masse salariale du secteur public

La masse salariale de la Fonction publique a augmenté de 21,6%, passant de 232,1 milliards en 2007 à 282,4 milliards de F.cfa en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la reconduction de la fonction de Haut Commissaire au sein des administrations générales et économiques et par la prise en compte de la régularisation des situations administratives des agents. Les glissements catégoriels et les nouveaux recrutements en grande partie dans les secteurs Education, Santé, Défense et Action sociale ont également contribué à relever la masse salariale de ce secteur.

Quant à la masse salariale des Collectivités locales et de la main d'œuvre non permanente, celle-ci est demeurée stable sur deux années consécutives.

b) La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur productif a cru de 7%, passant à 659,8 milliards de F.cfa en 2008 contre 616,5 milliards de F.cfa en 2007. Cette tendance a été fortement influencée par la masse salariale des sociétés privées qui a progressé de 7,9% alors que celle des sociétés parapubliques s'est accrue de 2,2%.

L'amélioration de l'activité dans la quasi-totalité des branches hors pétrole telles que les banques et assurances, le commerce général structuré ainsi que le BTP dans sa globalité explique ce résultat.

3- Les prix

En 2008, et ce pour la deuxième année consécutive, l'indicateur de convergence et de surveillance multilatérale en zone CEMAC relatif à l'inflation des prix à la consommation n'a pas été respecté (taux d'inflation inférieur à 3%). En effet, l'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, s'est établie à 5,3% en moyenne annuelle. Cette situation résulte de la hausse des prix des postes « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », suite à

l'accroissement des prix à l'international, et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ».

C/- LA MONNAIE ET LE CREDIT

A la fin de l'année 2008, en rapport avec le cadrage macroéconomique, la situation monétaire large a été marquée par :

- une hausse de la masse monétaire (M2);
- un fléchissement des avoirs extérieurs nets;
- une forte amélioration du crédit intérieur ;
- un désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire

1- Les ressources monétaires

Tableau n° 8 : Situation monétaire large

(en milliards de F.cfa)	déc-07	déc-08	déc.- 08/déc.-07
Masse monétaire	1046,4	1140,4	9,0%
<i>Disponibilités monétaires</i>	688,3	770,9	12,0%
- Monnaie fiduciaire	225,5	228,8	1,5%
- Monnaie scripturale	462,8	542,1	17,1%
<i>Quasi-monnaie</i>	358,1	369,5	3,2%
Ressources extra-monétaires	178,3	277,1	55,4%
Total ressources	1224,7	1417,5	15,7%
Avoirs extérieurs nets	1108,9	981,1	-11,5%
Crédit intérieur	115,8	436,4	276,9%
- Créances sur l'économie	635,6	673,1	5,9%
- Créances nettes sur l'Etat	-519,8	-236,7	-54,5%
Total contreparties	1224,7	1417,5	15,7%

Source : BEAC

a)- la masse monétaire (M2)

En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 9% pour s'établir à 1.140,4 milliards de F.cfa en décembre 2008 contre 1.046,4 milliards de F.cfa en décembre 2007, en liaison avec l'augmentation de 12% des disponibilités monétaires. Cette évolution est consécutive au dynamisme du crédit intérieur qui a été quasiment multiplié par trois.

Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires ont progressé de 12%, passant de 688,3 milliards de F.cfa en décembre 2007 à 770,9 milliards de F.cfa en décembre 2008. Cette

évolution est essentiellement attribuable à la hausse de 17,1% de la monnaie scripturale induisant ainsi une intensification des opérations monétaires.

La quasi-monnaie

Constituée des dépôts à terme et d'épargne, la quasi-monnaie s'est établie à 369,5 milliards de F.cfa en décembre 2008 contre 358,1 milliards de F.cfa un an plus tôt, soit un raffermissement de 3,2%.

b)- Les ressources extra monétaires

Les ressources extra monétaires ont augmenté de 55,4% passant de 178,3 milliards de F.cfa en 2007 à 277,1 milliards en 2008 corrélativement à la vigueur des autres postes nets (57,8%) et des fonds propres (16%).

2- Les contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont enregistré une hausse de 15,7% en rapport avec la forte progression du crédit intérieur, malgré la dégradation 11,5% des avoirs extérieurs nets.

a) Les avoirs extérieurs nets.

Les avoirs extérieurs nets (AEN) du système monétaire large ont baissé de 11,5% à 981,1 milliards de F.cfa en décembre 2008, en raison du rachat d'une partie de la dette publique auprès du Club de Paris.

b)- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est fortement amélioré de 276,9%, atteignant 436,4 milliards de F.cfa. Cette hausse résulte de l'amélioration de la situation financière de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et du relèvement de 5,9% du crédit à l'économie.

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 5,9% en 2008, en raison des besoins de financement exprimés par les institutions financières non monétaires et le secteur privé non financier.

Les créances nettes sur l'Etat se sont évaluées à -236,7 milliards de F.cfa en décembre 2008, soit un repli de 54,5% de la dette de l'Etat auprès du système bancaire. Cette situation s'explique par la poursuite de la politique d'assainissement des finances publiques et par le remboursement de la dette intérieure de l'Etat.

La Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée passant de -100,7 milliards de F.cfa en décembre 2007 à -214,7 milliards en décembre 2008.

3- La politique monétaire

A fin décembre 2008, la politique monétaire de la BEAC a été marquée par la réduction de l'expansion de la liquidité bancaire à travers la baisse des taux directeurs et le taux de rémunération des réserves obligatoires.

Ainsi, la BEAC a procédé à la réduction de ses principaux taux directeurs comme suit :

Tableau n° 9 : Principaux taux directeurs

	TIAO	TIPP	TPB	Taux de rémunération des réserves obligatoires
Décembre 2007	5,25%	7,00%	12,00%	0,35%
Décembre 2008	4,74%	6,25%	12,00%	0,15%

Source/ BEAC

D/- LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2008, la balance des paiements s'est caractérisée par une nette amélioration de son solde global excédentaire. Cette situation est le résultat d'une forte élévation du solde de la balance des transactions courantes, en dépit de la dégradation de la balance des capitaux.

1- La balance des transactions courantes

L'excédent du solde courant a progressé de 64,6% en 2008, pour s'établir à 1.729,6 milliards de F.cfa contre 874,4 milliards de F.cfa en 2007. Ce résultat est le fait de la hausse du solde commercial en dépit de la dégradation du solde des autres postes à savoir les services (-6%), les revenus (-16,2%) et les transferts courants (-12,3 %).

Le solde commercial, en hausse de 33%, s'est situé à 3.411,2 milliards de F.cfa contre 2.552,9 milliards de F.cfa en 2007. L'augmentation de 26,3% des exportations en valeur, en liaison essentiellement avec les augmentations des revenus issus des ventes de pétrole et de manganèse, est à l'origine de la progression de la balance commerciale.

2- La balance des capitaux

En 2008, le solde de la balance des capitaux s'est creusé davantage de 41,1%, passant de -815,3 milliards de F.cfa en 2007 à -1150 milliards de F.cfa, du fait de la détérioration de 40,4% du solde du poste : « Autres investissements ». Le remboursement anticipé de la dette publique au profit des créanciers extérieurs est à l'origine de cette évolution.

3- La balance globale

En définitive, la balance des paiements consolidée a affiché un excédent de 371 milliards de F.cfa en 2008 contre 0,6 milliard en 2007. Son financement a été assuré par la reconstitution des avoirs officiels.

Deuxième Partie : L'EXECUTION DU BUDGET

En 2008, la gestion des finances publiques s'est déroulée dans un contexte économique marqué par :

- ✓ la décélération de l'économie mondiale avec un taux de croissance du PIB de 3% contre 5,2% en 2007 ;
- ✓ le ralentissement de l'activité économique nationale à 2,3% contre 5,6% en 2007 suite à la baisse de la production pétrolière et à la décélération de l'activité non pétrolière.

La loi de finances de l'année 2008 reposait sur les principales hypothèses suivantes : une production pétrolière de 12,865 millions de tonnes, un prix du baril de pétrole brut gabonais de 71 dollars américains et un taux de change du dollar à 477,6 F.cfa.

En matière de politique économique du Gouvernement, cette loi qui a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord de confirmation triennal conclu avec le FMI en 2007, visait les principaux objectifs suivants :

- la diminution significative du déficit budgétaire hors pétrole pour le rapprocher du niveau soutenable à long terme ;
- le renforcement de la gestion des finances publiques en vue notamment d'assurer l'intégration de toutes les recettes et dépenses dans le budget de l'Etat et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense ;
- l'accélération des réformes structurelles, y compris la bonne gouvernance, et le développement des infrastructures de base afin de promouvoir un environnement favorable au secteur privé

Du fait des changements intervenus dans l'environnement macroéconomique notamment l'envolée des cours du pétrole et du manganèse, le Gouvernement a élaboré, au cours de l'exercice 2008, un projet de loi de finances rectificative.

En effet, les cours du brut gabonais ont été révisées à la hausse de 53,5% par rapport à la loi de finances de l'année s'établissant ainsi à 108,95 dollars américains le baril. De même, en raison de la vigueur de la demande d'acier sur le marché mondial, particulièrement en Chine, le prix de la tonne de manganèse s'est apprécié de 172,8% pour s'établir à 358,8 dollars américains.

Ainsi, les ressources et les charges dans la loi de finances rectificative ont été arrêtées à deux mille six cent cinquante-cinq milliards deux cent quatre-vingt huit millions (2.655.288.000.000) F.cfa contre mille sept cent quatre-vingt dix-huit milliards soixante dix-huit millions (1.798.078.000.000) de F.cfa dans la loi de finances de l'année.

En définitive, à fin décembre 2008, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un excédent du solde primaire de 13,9% du PIB, soit une amélioration de 3,3 points par rapport à l'année 2007.

Cependant, le déficit primaire hors pétrole s'est établi à 14,8% du PIB hors pétrole, en dépassement de 1,9 point par rapport à l'objectif révisé. Ce résultat découle de la faible couverture des recettes hors pétrole sur l'accroissement constaté des dépenses hors dette estimées à 37% du PIB hors pétrole.

Néanmoins, le Gouvernement maintient les efforts en vue de parvenir à la soutenabilité des finances publiques, critère indispensable à la restructuration de la base productive de l'économie.

En tenant compte des crédits sans emploi proposés à l'annulation d'un montant de quarante-six milliards six cent quatre-vingt-dix-sept millions sept cent trente-six mille cinq cent un (46.697.736.501) francs cfa, l'exécution de la loi de finances en 2008 s'est soldée par un déficit de soixante-quinze milliards quatre cent quatre millions sept cent cinquante-huit mille soixante (75.404.758.060) francs cfa, contre un excédent de quatre-vingt-quinze milliards trois cent neuf millions deux cent dix-neuf mille cinq cent soixante-huit (95.309.219.568) francs cfa en 2007.

I- L'EXECUTION DU BUDGET EN RESSOURCES

Initialement évaluées à 1.730,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances de l'année 2008, le niveau des ressources propres a été révisé à la hausse de 346,8 milliards de F.cfa pour s'établir à 2.076,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2008.

Cette augmentation résulte essentiellement de l'envolée de 53,5% du cours du baril pétrole gabonais qui est passé de 71 dollars américains à 108 dollars américains.

Tableau n°10 : Variation des principales hypothèses

(en milliards de FCFA)	2007	2008		
	Réalisations	LF	LFR	LFR/LF
Production pétrolière (en milliers de tonnes)	12 128	12 865	12 058	-6,3%
Prix du baril de pétrole gabonais (en \$ US)	69,59	71	108,95	53,5%
Taux de change du dollar US (en FCFA)	479,4	477,6	431,1	-9,7%
Exportations de manganèse (en milliers de tonnes)	3 302	3 500	3 500	0,0%
Prix de vente de manganèse (\$ US/tonne)	172,2	131,5	358,8	172,8%
Exportations de grumes (en milliers de m ³)	1 938	1 765	1 815	2,8%
Okoumé	1 058	833	944	13,3%
Ozigo	7	8	6	-25,0%
Bois divers	873	924	865	-6,4%
Prix export Okoumé (F CFA/m ³)	98 817	108 595	97 829	-9,9%
Prix export Ozigo (F CFA/m ³)	95 970	99 329	95 010	-4,3%
Prix export Divers (F CFA/m ³)	157 805	151 497	156 227	3,1%

SOURCE : DGE

En 2008, les recettes budgétaires recouvrées se sont établies à 1.993,6 milliards de F.cfa contre une prévision de 2.076,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2008, soit un taux de réalisation de 96%.

Cette performance s'explique, principalement, par le rendement des recettes provenant du secteur pétrolier qui représentent 68,5% des recettes totales recouvrées.

De même, les ressources d'emprunt ont été mobilisées à hauteur de 580,978 milliards de F.cfa contre une prévision de 578,4 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative, soit un excédent de tirages de 2,578 milliards de F.cfa.

Au total, l'ensemble des ressources mobilisées en 2008 s'est élevé à 2.574,5 milliards de F.cfa contre une prévision de 2.655,3 milliards de F.cfa, soit 97% de taux de réalisation, attribuable au rendement appréciable des recettes pétrolières, à la forte mobilisation des capitaux suite à l'émission de l'emprunt obligataire et à la bonne tenue des recettes fiscales du secteur hors pétrole.

Ainsi, l'écart entre les prévisions et les réalisations se chiffre à 80,7 milliards de F.cfa.

Tableau n°11 : Ressources budgétaires

	2008		
	Prévisions (LFR)	Réalisations	Ecart Réal/Prév
<i>(En F.cfa)</i>			
Ressources propres	2 076 888 000 000	1 993 567 419 125	-83 320 580 875
Ressources d'emprunts	578 400 000 000	580 978 555 219	2 578 555 219
Ressources totales	2 655 288 000 000	2 574 545 974 344	-80 742 025 656

Sources : DGB, Trésor, DGI

A/- L'EXECUTION DES RESSOURCES PROPRES

Au cours de l'exercice 2008, l'exécution des ressources propres a permis de recouvrer 1.993,6 milliards de F.cfa. Ce résultat s'explique essentiellement par le bon rendement des recettes pétrolières, en dépit de la contraction de la production et de la baisse de 9,7% du taux de change du dollar américain en francs cfa, et par celui des impôts directs notamment des impôts sur les sociétés hors pétrole.

Tableau n°12 : Exécution des ressources propres

	2008			
	Prévisions (LFR)	Réalisations	Ecart Réal/Prév	taux de réalisation
<i>(En F.cfa)</i>				
Ressources propres	2 076 888 000 000	1 993 567 419 125	-83 320 580 875	96,0%
Titre 1: Recettes fiscales	1 049 887 000 000	1 009 574 853 043	-40 312 146 957	96,2%
Titre 2: Revenus dom et parti. fin	1 012 853 000 000	966 645 190 131	-46 207 809 869	95,4%
Titre 3: Recettes diverses	14 148 000 000	17 347 375 951	3 199 375 951	122,6%

Sources : DGB, Trésor, DGI

1- Les recettes fiscales

Au terme de l'année fiscale 2008, le cumul des recettes recouvrées au titre des impôts, des droits et taxes assimilés ainsi que des amendes y afférentes atteint 96,2% des objectifs de recettes autorisées par le Parlement, soit 1.009,6 milliards de F.cfa.

Tous les postes, à l'exception de l'Impôt sur les sociétés (IS), de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des Droits et taxes sur la propriété, ont connu une moins value en 2008.

Les plus values enregistrées sur l'Impôt sur les sociétés (**38** milliards de F.cfa), l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (**3** milliards de F.cfa) et les droits et taxes sur la propriété (**3** milliards de F.cfa) proviennent, pour une large part, de la bonne tenue de l'activité observée dans le secteur pétrole.

S'agissant particulièrement de **l'impôt sur les sociétés**, dans le secteur pétrole, la plus value observée s'expliquerait par la bonne tenue des cours du baril de pétrole en 2007 et en 2008.

En revanche, dans le secteur hors pétrole l'on a enregistré une moins value due à la morosité du secteur bois et à l'application par la société COMILOG des dispositions en vigueur à savoir la détermination des acomptes sur la base des bénéfices de l'année 2007. En effet, les prévisions avaient été faites sur la base des résultats annoncés en novembre 2008 qui prévoyaient un ajustement des comptes à la hausse.

Quant aux **droits et taxes sur la propriété**, la plus value constatée s'explique par l'amélioration du recouvrement de la taxe sur les valeurs locatives dont le montant représente près de 90,6% des recouvrements réalisés.

L'impôt sur les personnes physiques enregistre, en revanche, une moins value de 23,6 milliards de F.cfa en raison de la mauvaise tenue de l'IRPP.

S'agissant des recettes provenant des **taxes sur les biens & services**, elles ont été recouvrées à hauteur de 100,2 milliards de F.cfa pour une prévision de 132,9 milliards de F.cfa, soit une moins value de 32,7 milliards de F.cfa.

Cette situation proviendrait, outre le ralentissement de l'activité, de la détérioration de la charge de remboursements TVA dont le niveau progresse plus vite que les recettes brutes et cela en raison des facteurs suivants :

- les remboursements exceptionnels accordés à la société CIMGABON ;
- la hausse du niveau des demandes de remboursement des entreprises pétrolières suite à l'accroissement des investissements ;
- la régularisation de divers remboursements suspendus en 2007.

Pour ce qui est des **taxes sur le commerce extérieur**, elles ont enregistré une moins value de 24 milliards de F.cfa, en dépit de l'accroissement de 1,4% du montant global des liquidations douanières. Ce résultat s'explique par le ralentissement de l'activité observé dans les secteurs des mines et du bois et par le poids important des régimes privilégiés notamment taux réduit conventions pétrole/mines, la franchise convention pétrole/mines et la franchise exceptionnelle.

Toutefois, le montant des droits et taxes liquidés par l'administration des Douanes et des Droits Indirects est de 293,72 milliards de F.cfa, soit 4,16 milliards de F.cfa de plus qu'en 2007. L'amélioration de la prise en charge des marchandises justifie ce résultat.

Tableau n°13 : Exécution des recettes fiscales

	Prévisions	Réalizations	Ecart
Titre 1: Recettes fiscales	1 049 887 000 000	1 009 574 853 043	-40 312 146 957
IMPOTS	623 154 000 000	640 390 912 281	17 236 912 281
IS	523 786 000 000	561 866 746 243	38 080 746 243
(dont IS pétrole)	365 024 000 000	415 372 000 000	50 348 000 000
Impôts sur les personnes	79 742 000 000	56 156 597 486	-23 585 402 514
Pénalités sur revenu et bénéfice	0	-257 949 337	-257 949 337
IRVM	19 626 000 000	22 625 517 889	2 999 517 889
Droits et taxes assimilés	426 733 000 000	369 183 940 762	-57 549 059 238
Droits et taxes sur la propriété	3 466 000 000	6 481 020 315	3 015 020 315
Taxes sur les biens et services	132 991 000 000	100 173 125 698	-32 817 874 302
Taxes sur le commerce extérieur	286 600 000 000	262 529 794 749	-24 070 205 251
autres taxes (dont carburant)	3 676 000 000	0	-3 676 000 000

Sources :DGB, Trésor, DGI

2- Les revenus du domaine et des participations financières

Les recettes du domaine et des participations financières ont été recouvrées à hauteur de 966,6 milliards de F.cfa contre une prévision de 1.011,6 milliards de F.cfa, soit une moins value de 45 milliards de F.cfa attribuable principalement aux résultats enregistrés dans le domaine pétrolier. Toutefois, le taux de réalisation reste appréciable car il se situe à 95,6%.

En effet, arrêtées à 991,7 milliards de F.cfa, les recettes provenant du **domaine pétrolier**, y compris les recettes affectées à la couverture de la subvention implicite accordée à la SOGARA, ont été réalisées à hauteur de 949,9 milliards de F.cfa, soit une moins value de 41,8 milliards de F.cfa imputable principalement à la Redevance minière proportionnelle dont les réalisations sont inférieures aux prévisions.

Les revenus provenant des **domaines forestier et foncier** ont, contrairement au **domaine minier**, enregistré une moins value.

La plus value observée au niveau du domaine minier s'explique par le versement par la COMILOG d'un montant plus important que prévu au titre des ventes de l'exercice 2007.

Le rendement non satisfaisant enregistré dans le domaine forestier, qui représente 53,6% des revenus issus des domaines hors pétrole, s'explique

essentiellement par la crise que ce secteur a connu ainsi que par l'absence d'adjudication en 2008.

Tableau n°14 : Exécution des recettes issues du domaine et des participations financières

	Prévisions	Réalisations	Ecarts
Titre 2: Rev dom et part fin	1 011 573 000 000	966 645 180 131	-44 927 819 869
Domaine pétrolier	991 676 000 000	949 941 688 439	-41 734 311 561
Redevance pétrole	431 131 000 000	384 165 000 000	-46 966 000 000
Contrat de partage	513 045 000 000	507 764 688 439	-5 280 311 561
Boni sur attribution permis	14 000 000 000	24 429 000 000	10 429 000 000
Participations sociétés pétrolières	33 500 000 000	33 583 000 000	83 000 000
Domaine minier	5 772 000 000	6 046 103 551	274 103 551
Domaine forestier	11 463 000 000	8 949 059 260	-2 513 940 740
Domaine foncier	818 000 000	71 916 892	-746 083 108
Autres participations	1 844 000 000	1 636 411 989	-207 588 011

Source: Comité Statistiques, DGB, Trésor

3- Les recettes diverses

En 2008, l'exécution des recettes diverses a été satisfaisante. En effet, celles-ci ont été recouvrées à hauteur de 17,3 milliards de F.cfa pour une prévision de 7,1 milliards de F.cfa, soit une plus value de 10,2 milliards de F.cfa. Ce résultat est attribuable aux produits divers notamment aux recettes diverses du budget.

Tableau n°15 : Exécution des recettes diverses

	Prévisions	Réalisations	Ecarts
Titre 3: Recettes diverses	7 148 000 000	17 347 375 951	10 199 375 951
Produits divers	1 148 000 000	14 655 696 761	13 507 696 761
Pénalités, amendes et saisies	0	2 283 458 692	2 283 458 692
Contributions ou subvention extérieure	6 000 000 000	4 650 000	-5 995 350 000
Rémunérations des services rendus	0	0	
Remboursements des prêts et avances	0	0	
cession d'actifs	0	403 570 498	403 570 498

Source: DGB, Trésor

B/- L'EXECUTION DES RESSOURCES D'EMPRUNT

Évaluées à 578,4 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative, les ressources d'emprunt étaient essentiellement constituées d'emprunts obligataires, et d'emprunts affectés à la réalisation d'opérations d'investissement particulières.

Ces ressources ont été, de façon globale, mobilisées à hauteur de 580,9 milliards de F.cfa, soit un excédent de 2,5 milliards de F.cfa provenant des emprunts affectés.

La mobilisation des emprunts obligataires sur la place de New-York et sur le marché régional a respectivement rapporté 446 milliards de F.cfa et 80,5 milliards de F.cfa, soit un montant global de 526,5 milliards de F.cfa. Le produit de ces emprunts a entièrement été destiné à l'opération de rachat de la dette du Gabon auprès des créanciers bilatéraux membres du Club de Paris, non consentie aux conditions d'aide publique au développement (APD).

S'agissant des emprunts affectés à la réalisation d'opérations d'investissement particulières, ils ont été mobilisés à hauteur de 54,42 milliards de F.cfa pour une prévision de 50,9 milliards de F.cfa, soit un supplément de ressources de 3,52 milliards de F.cfa.

Les différents tirages effectués ont été, pour l'essentiel, consacrés à la réalisation des projets d'aménagement routiers notamment les routes Ntoun-Cocobeach et Mamiengué-Fougamou, à la construction des hôpitaux régionaux de Makokou et Tchibanga, à la construction des centres de formation professionnel et à différents projets d'électrification.

Tableau n°16 : Exécution des ressources d'emprunt

	Prévisions	Réalisations	Ecart
PARTIE 2: RESSOURCES D'EMPRUNTS	578 400 000 000	580 978 555 219	2 578 555 219
Titre 1: Emprunts d'équilibre	527 500 000 000	526 558 555 219	-941 444 781
Titre 2: Emprunts aff. à l'investissement	50 900 000 000	54 420 000 000	3 520 000 000

Source: DGB, Trésor

II- L'EXECUTION DU BUDGET EN CHARGES

Initialement prévu à 1.798,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances de l'année 2008, le budget en dépenses a été exécuté sur la base d'une dotation révisée à 2.655,3 milliards de F.cfa.

Tableau n°17 : Evolution des charges de l'Etat

(Dépenses en francs cfa)	2008		ECART
	LFI	LFR	LFR /LFI
Dette publique	484 738 000 000	1 163 107 000 000	678 369 000 000
Fonctionnement	726 307 000 000	817 500 000 000	91 193 000 000
Investissement	274 300 000 000	295 000 000 000	20 700 000 000
Prêts et avances	312 733 000 000	379 681 000 000	66 948 000 000
Total	1 798 078 000 000	2 655 288 000 000	857 210 000 000

Source : DGB

Sur l'ensemble des crédits ouverts d'un montant de 2.655,3 milliards de F.cfa, 2.649,9 milliards de F.cfa ont effectivement été consommés, soit 99,8% du total des crédits, le reste ayant été proposé en annulation.

Les annulations de crédits, qui concernent les charges de la dette publique et les dépenses de fonctionnement, se chiffrent globalement à 46,7 milliards de F.cfa dont 44,4 milliards de F.cfa au titre du service de la dette.

Tableau n°18 : Exécution du budget en dépenses

Partie	Crédits ouverts	Crédits consommés	Crédits à annuler
PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUB	1 163 107 000 000	1 152 201 155 048	44 378 851 904
PARTIE II : DEP. FONCTIONNEMENT	817 500 000 000	819 794 531 957	2 318 884 597
PARTIE III : DEP. D'INVESTISSEMENTS	295 000 000 000	298 274 045 399	0
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	379 681 000 000	379 681 000 000	0
TOTAL	2 655 288 000 000	2 649 950 732 404	46 697 736 501

Sources : DGB, Trésor

A/- LA DETTE PUBLIQUE

L'exécution du service de la dette publique en 2008 s'est déroulée dans un contexte marqué d'une part, par l'accord de remboursement par anticipation de 86% de la dette due aux créanciers bilatéraux membres du Club de Paris, non consentie aux conditions d'aide publique au développement (APD). D'autre part, par la mobilisation de deux emprunts obligataires sur le marché de New-York et sur le marché régional.

Cette opération, jumelée à un apport en ressources propres de 227,4 milliards de F.cfa, a permis de mobiliser un montant global de 753,9 milliards de F.cfa dont 12,5 milliards de F.cfa affectés au paiement des intérêts courus jusqu'à la date effective du désengagement de l'Etat.

En 2008, le service réalisé de la dette publique, hors annulations de dettes, se chiffre à 1.152,2 milliards de F.cfa pour une prévision de 1.163,1 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 99,1%.

Les remboursements sur emprunts et crédits fournisseurs s'élèvent à 1.054,4 milliards de F.cfa pour une prévision de 1.036,7 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 101,7%. Cette situation est consécutive aux engagements liés au rachat de 86% de l'encours de la dette rééchelonnée au près des créanciers membres du Club de Paris.

Les règlements effectués intègrent également 23,1 milliards de F.cfa qui ont été affectés au rachat des titres publics en dollar américain. En effet, suite à la cotation, en dessous du pair, de l'obligation du Gabon sur le marché new yorkais observée lors des premiers moments de la crise financière, le Gouvernement a procédé, conformément à sa stratégie de gestion active de la dette, au rachat de ces titres sur le marché secondaire.

Cette opération, outre le fait d'avoir réduit de 5,4% l'encours de la dette envers les marchés financiers internationaux, a permis la réalisation d'une économie de 2,3 milliards de F.cfa sur le capital et les intérêts.

En ce qui concerne les intérêts sur emprunts et crédits fournisseurs, ils se chiffrent à 97,8 milliards de F.cfa, pour une prévision de 126,4 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 77,4%. Cette situation s'explique principalement par l'évolution à la baisse des taux d'intérêts tout au long de l'année.

Par ailleurs, pour ce qui est des annulations de dettes enregistrées à fin 2008, elles se chiffrent à 130,6 milliards de F.cfa et portent essentiellement sur la dette extérieure ; elles résultent de la décote de 15% sur l'encours obtenue lors du rachat de la dette.

En définitive, eu égard à toutes les opérations enregistrées au niveau de la dette, l'encours de la dette publique, à fin décembre 2008 s'élève à 1.217,898 milliards de F.cfa ; il est en diminution de 847,62 milliards de F.cfa par rapport à son niveau de 2007. S'agissant particulièrement de la dette extérieure, elle passe de 1924,941 milliards de F.cfa en 2007 à 1.050,321 milliards de F.cfa en 2008, soit une réduction de 45,4%.

Tableau n°19 : Exécution des dépenses relatives à la dette
(En F.cfa)

	Crédits ouverts	crédits consommés
PARTIE I :CHAR. DETTE PUBLIQUE	1 163 107 000 000	1 152 201 155 048
Titre 1 : Remboursement emprunts et des crédits fournisseurs	1 036 747 000 000	1 054 386 888 574
<i>Extérieure</i>	876 138 000 000	909 611 006 952
<i>Intérieur</i>	160 609 000 000	144 775 881 622
Titre 2 : Intérêts sur emprunts et crédits fournisseurs	126 360 000 000	97 814 266 474
<i>Extérieure</i>	103 175 000 000	83 689 446 030
<i>Intérieur</i>	23 185 000 000	14 124 820 444
Dette extérieure	979 313 000 000	993 300 452 982
Dette intérieure	183 794 000 000	158 900 702 066

Sources: DGB, Trésor

B/- LE FONCTIONNEMENT

L'exécution des dépenses de fonctionnement s'élève à 819,8 milliards de F.cfa pour une prévision de 817,5 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2008, soit un dépassement net de 2,3 milliards de F.cfa.

Tableau n°20 : Exécution des dépenses de fonctionnement (en F.cfa)

	Crédits ouverts	Crédits consommés	Annulations
PARTIE II: DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	817 500 000 000	819 794 531 957	2 318 884 597
Titre 2 : Personnel Permanent	289 893 000 000	294 506 416 554	
Titre 3 : Main d'œuvre non permanente	30 907 000 000	30 210 664 388	696 335 612
Titre 4 : Biens et Services	192 500 000 000	192 035 027 306	464 972 694
Titre 5 : Transferts et Interventions	304 200 000 000	303 042 423 709	1 157 576 291

Source: DGB, Trésor

1- Les Traitements et salaires

En 2008, la **Solde permanente** a été exécutée à hauteur de 294,5 milliards de F.cfa contre une prévision de 289,9 milliards de F.cfa, soit un dépassement de 4,6 milliards de F.cfa dû principalement à :

- les recrutements importants dans les secteurs prioritaires ;
- le volume élevé des régularisations des situations administratives
- la revalorisation de certaines soldes allouées pour l'exercice de fonctions électives, gouvernementales et judiciaires ;
- l'élargissement et revalorisation de droits au logement (loyer d'astreinte, loyer ayants droits) à l'ensemble des personnels des secteurs Education, Formation professionnelle et Enseignement technique, Jeunesse et Sports, Santé ainsi qu'à certains magistrats hors hiérarchie déjà rémunérés en solde globale forfaitaire.

En ce qui concerne les dépenses relatives à la **main d'œuvre non permanente** (MONP), elles ont été exécutées à hauteur de 30,2 milliards de F.cfa pour une prévision de 30,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2008 ; l'informatisation de la gestion et la maîtrise des effectifs expliquent ce résultat.

2- Les biens et services

En dépit de la pression exercée par les dépenses de transport, de locations, de fournitures et les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone, l'exécution des dépenses relatives aux biens et services s'est élevée à 192 milliards de F.cfa pour une prévision de 192,5 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 99,8%.

3- Les transferts et interventions

En dépit de la pression exercée par et les pensions et les subventions versées par l'Etat à la SOGARA, les dépenses de transferts et interventions ont été exécutées pour 303 milliards de F.cfa contre une prévision de 304,2 milliards de F.cfa.

C/- L'INVESTISSEMENT

Le budget d'investissement a été exécuté à hauteur de 298,3 milliards de F.cfa pour une prévision de 295 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2008, soit un dépassement de 3,3 milliards de F.cfa imputable aux projets financés sur financements extérieurs suite à un rythme soutenu d'exécution des travaux et des décaissements.

Tableau n°21 : Exécution des dépenses d'investissement

	Crédits ouverts	crédits consommés
PARTIE III et Titre 7 et 8 : INVESTISSEMENTS	295 000 000 000	298 274 045 399
Dépenses de développement	256 653 000 000	205 487 923 500
Dépenses d'équipement	38 347 000 000	38 366 121 899
FINEX	50 900 000 000	54 420 000 000

Source: DGB, Trésor

Les crédits consommés comprennent ceux financés sur ressources propres pour un montant de 243,8 milliards de F.cfa, et ceux couverts par des tirages sur financements extérieurs évalués à 54,4 milliards de F.cfa.

En définitive, en tenant compte des crédits sans emploi proposés en annulation d'un montant global de 46,697 milliards de F.cfa, l'exécution des lois de finances en 2008 s'est soldée par un déficit de 75,4 milliards de F.cfa contre un excédent de 95,3 milliards de F.cfa en 2007.

Conformément à l'alinéa 3 de l'article 30 de la loi n°4/85 du 27 juin 1985 relative aux lois de finances qui dispose que « *sous réserve des affectations prévues pour l'équilibre financier de l'exercice suivant, le projet de loi de règlement autorise le transfert du résultat au compte permanent des découverts du Trésor* », le déficit des règlements par rapport aux recouvrements a été transféré au compte permanent des découverts du Trésor.

Tableau n°22 : Affectation du résultat

En francs cfa	Exercice 2007	Exercice 2008
Résultat de l'exercice	95 309 219 568	-75 404 758 060
Résultats antérieurs	13 311 435 480	108 620 655 048
Solde à nouveau	108 620 655 048	33 215 896 988

Source: DGB, Trésor

Le solde à nouveau du compte permanent des découverts du Trésor, arrêté à 108,6 milliards de F.cfa pour l'exercice 2007, s'établit par conséquent à 33,2 milliards de F.cfa en 2008.

Toutefois, l'ensemble de ces résultats ne concerne que le budget de l'exercice 2008 et n'intègre pas les opérations de trésorerie notamment celles relatives aux relations entre la Trésorerie Générale et le Réseau comptable, la BEAC¹, la BGD², la CNSS³, etc.

Fait à Libreville, le

Le Ministre du Budget, des Comptes
Publics Et de la Fonction Publique,
chargé de la Réforme de l'Etat

Blaise LOUEMBE

¹ BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

² BGD : Banque Gabonaise de Développement

³ CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU DE L'EVOLUTION DES PREVISIONS DES RECETTES BUDGETAIRES 2008

NATURE DES RECETTES	LFI 2008	L F R 2008	ECART LFR/LFI	
			Valeurs	Pourcentage
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES				
Titre 1 : Recettes fiscales				
IMPÔTS				
IS	1 730 055 000 000	2 076 888 000 000	346 833 000 000	20%
(dont IS pétrole)	959 622 000 000	1 049 887 000 000	90 265 000 000	9%
Impôts sur les personnes	511 905 000 000	623 154 000 000	111 249 000 000	22%
Pénalités sur revenus et bénéfices	424 748 000 000	523 786 000 000	99 038 000 000	23%
IRVM	278 907 000 000	365 024 000 000	86 117 000 000	31%
	73 694 000 000	79 742 000 000	6 048 000 000	8%
	13 463 000 000	19 626 000 000	6 163 000 000	46%
Droits et taxes assimilés	447 717 000 000	426 733 000 000	-20 984 000 000	-5%
Droits et taxes sur la propriété	6 292 000 000	3 466 000 000	-2 826 000 000	-45%
Taxes sur les biens et services	133 375 000 000	132 991 000 000	-384 000 000	0%
Droits et taxes de douanes	299 500 000 000	286 600 000 000	-12 900 000 000	-4%
autres taxes (dont carburant)	8 550 000 000	3 676 000 000	-4 874 000 000	
			0	
Produits des amendes				
Titre 2 : Rev domaine et partic financières	762 463 000 000	1 012 853 000 000	250 390 000 000	33%
Domaine pétrolier	744 993 000 000	992 956 000 000	247 963 000 000	33%
Redevance	254 000 000 000	431 131 000 000	177 131 000 000	70%
Production de l'Etat		0	0	
Contrat de partage	429 793 000 000	513 045 000 000	83 252 000 000	19%
Redevance superficière	470 000 000	1 280 000 000	810 000 000	
Boni attribution permis	1 880 000 000	14 000 000 000	12 120 000 000	645%
Participations dans les sociétés pétrolières	58 850 000 000	33 500 000 000	-25 350 000 000	
Domaine minier	6 097 000 000	5 772 000 000	-325 000 000	
Domaine forestier	10 000 000 000	11 463 000 000	1 463 000 000	15%
Domaine foncier	976 000 000	818 000 000	-158 000 000	-16%
Autres participations	397 000 000	1 844 000 000	1 447 000 000	364%
Autres produits et taxes		0	0	
Titre 3 : Recettes diverses	7 970 000 000	14 148 000 000	6 178 000 000	78%
Produits divers	1 970 000 000	1 148 000 000	-822 000 000	-42%
Pénalités, amendes et saisies 9013-2 Y				
Contributions ou subv extérieures	6 000 000 000	6 000 000 000	0	
Rémunérations des services rendus		0	0	
Remboursements nets des prêts et avances	0	7 000 000 000		
cession d'actifs		0	0	
PARTIE 2 : RESSOURCES D'EMPRUNTS				
Titre 1 : Emprunts d'équilibre	68 024 000 000	578 400 000 000	510 376 000 000	750%
Emprunt obligataire_Marchés internationaux	0	527 500 000 000	527 500 000 000	
Emprunt obligataire_Marché local	0	446 000 000 000		
Autre emprunt	0	81 500 000 000		
	0	0		
Titre 2 : Emprunts aff à l'investissement	68 024 000 000	50 900 000 000	-17 124 000 000	-25%
TOTAL	1 798 078 000 000	2 655 288 000 000	857 210 000 000	

Annexe n°2: Tableau récapitulatif des recettes budgétaires 2008

NATURE	DROITS ACQUIS A L'ETAT					RECOURVREMENTS	DEGREVEMENTS	Restes à recouvrer y	TOTAL
	PREVISIONS	IMPÔTS		DROITS AU	COMPTANT				
		LFR 2008	ENROLES						
PARTIE I : RESS PROPRES	2 076 888 000 000	on des dépenses et des recettes)							1 993 567 419 125
Titre 1: Recettes fiscales (9011)	1 049 887 000 000								1 009 574 853 043
IMPOTS	623 154 000 000								640 390 912 281
IS (9011-11 + 9011-12 + 9011-113+9011-14)	523 786 000 000								561 866 746 243
(dont IS pétrole) (9011-112)	365 024 000 000								415 372 000 000
Impôts sur les personnes (9011-21+ 9011-22+ 9011-23+ 9011-24)	79 742 000 000								56 156 597 486
Pénalités sur revenu et bénéf 9011-19 H	0								-257 949 337
IRVM (9012-2)	19 626 000 000								22 625 517 869
Droits et taxes assimilés	426 733 000 000								369 183 940 762
Droits et taxes sur la propriété (9011-3)	3 466 000 000								6 481 020 315
Taxes sur les biens et services (9011-4)	132 991 000 000								100 173 125 698
Taxes sur le commerce extérieur (9011-5 + 9011-6 + 9011-7)	286 600 000 000								262 529 794 749
autres taxes 9011-91W+ 9011-97V + 9011-99X	3 676 000 000								
Titre 2: Rev dom et part fin	1 012 853 000 000								966 645 190 131
Domaine pétrolier	992 956 000 000								949 941 698 439
Redevance pétrole 9012-61	431 131 000 000								384 165 000 000
Contrat de partage 9013-31	513 045 000 000								507 764 688 439
Redevance superficielle (9012_71)	1 280 000 000								10 000
Boni attribution permis 9013-232	14 000 000 000								24 429 000 000
Participations dans les sociétés pétrolières (9012-11)	33 500 000 000								33 583 000 000
Domaine minier (9012-72+9012-74+9012-8)	5 772 000 000								6 046 103 551
Domaine forestier 9012-9	11 463 000 000								8 949 059 260
Domaine foncier 9012-5	818 000 000								71 916 892
Autres participations 9012-13	1 844 000 000								1 636 411 989
Titre 3: Recettes diverses	14 148 000 000								17 347 375 951
Produits divers (9012-3 + 9013-1 + 9013-33+9013-34+9013-35)	1 148 000 000								14 655 696 761
Pénalités, amendes et saisies (9012-4 + 9013-2)	0								2 283 458 692
Contributions ou subv extérieures 9014	6 000 000 000								4 650 000
Rémunérations des services rendus	0								0
Remboursements des prêts et avances	7 000 000 000								0
Cession d'actifs 9015	0								403 570 498
PARTIE 2: RESSOURCES D'EMPRUNTS y compris FINEX	578 400 000 000								580 978 555 219
Titre 1: Emprunts d'équilibre 9017	527 500 000 000								526 558 555 219
Emprunt obligataire_Marchés internationaux	446 000 000 000								446 000 000 000
Emprunt obligataire_Marché local	81 500 000 000								80 558 449 945
Autre emprunt	0								105 274
Titre 2: Emprunts aff à l'investissement 9016-5 + FINEX	50 900 000 000								54 420 000 000
TOTAL	2 655 288 000 000	1 629 723 203 378	898 789 496 690	1 621 336 477 654	-2 788 625 563	11 175 351 287			2 574 545 974 344

Les recettes pétrolières issues des contrats d'exploration et de partage de production intègrent celles versées à la SOGARA au titre de la subvention implicite

ANNEXE 3: TABLEAU DE L'EVOLUTION DES DEPENSES (suite)

NATURE DES CHARGES	LFI 2008	LFR 2008	Ecart
<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-arriérés</i>	0	0	0
Bilatéraux	0	0	
Multilatéraux	0	0	
Banques	0	0	
<i>Intérêts-commissions et frais</i>	12 000 000 000	15 000 000 000	3 000 000 000
Pertes sur change	8 000 000 000	11 000 000 000	3 000 000 000
Commission et frais-extérieur DGCP	4 000 000 000	4 000 000 000	0
Intérieur	18 402 000 000	23 185 000 000	4 784 000 000
<i>Intérieurs-DGCP</i>	<i>857 000 000</i>	<i>5 641 000 000</i>	<i>4 784 000 000</i>
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	857 000 000	5 641 000 000	4 784 000 000
Banques intérieures	314 000 000	4 797 000 000	4 483 000 000
Moratoires	268 000 000	735 000 000	467 000 000
Divers	275 000 000	109 000 000	-166 000 000
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-arriérés</i>	0	0	0
Banques intérieures	0	0	0
Moratoires	0	0	0
Divers	0	0	0
Trésor-dette	17 545 000 000	17 545 000 000	0
Tirage FMI (intérêts)	1 545 000 000	1 545 000 000	0
BEAC (agios)	10 000 000 000	10 000 000 000	0
Bons d'équipement	6 000 000 000	6 000 000 000	0
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	726 307 000 000	817 500 000 000	91 193 000 000
Titre 3 : Personnel permanent	281 393 000 000	289 893 000 000	8 500 000 000
Titre 4 : Main d'oeuvre non permanente	30 907 000 000	30 907 000 000	0
Titre 5 : Biens & services	188 638 000 000	192 500 000 000	3 862 000 000
Titre 6 : Transferts et interventions	225 369 000 000	304 200 000 000	78 831 000 000
<i>dont subvention implicite aux produits raffinés</i>	<i>44 093 000 000</i>	<i>101 400 000 000</i>	<i>57 307 000 000</i>
<i>dont FER</i>	<i>33 000 000 000</i>	<i>33 000 000 000</i>	<i>0</i>
PARTIE III et Titre 7 : INVESTISSEMENTS	274 300 000 000	295 000 000 000	20 700 000 000
Dépenses de développement	244 104 000 000	256 653 000 000	12 549 000 000
Dépenses d'équipement	30 196 000 000	38 347 000 000	8 151 000 000
<i>dont FINEX</i>	<i>68 024 000 000</i>	<i>50 900 000 000</i>	<i>-17 124 000 000</i>
PARTIE IV : PRETS, AVANCES ET DEPOTS	312 733 000 000	379 681 000 000	66 948 000 000
Titre 9 : Prêts, avances et dépôts	312 733 000 000	379 681 000 000	66 948 000 000
Prêts et avances	0	0	0
Système bancaire (BEAC et Banques commerciales)	312 733 000 000	339 681 000 000	26 948 000 000
Règlements correspondants	0	0	0
Fonds de réserves pour les générations futures	0	40 000 000 000	40 000 000 000
Total Charges	1 798 078 000 000	2 655 288 000 000	857 210 000 000

ANNEXE N°4: TABLEAU RECAPITULATIF DES CHARGES BUDGETAIRES 2008

NATURE DES CHARGES		LFR 2008	Dépenses ordonnées	ordonnances visées par le comptable	ordonnances restant à viser
PARTIE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		1 163 107 000 000	1 152 224 055 048	1 152 201 155 048	22 900 000
Titre 1 : Remboursement des emprunts et des crédits fournisseurs		1 036 747 000 000	1 054 409 788 574	1 054 386 888 574	-22 900 000
Extérieurement		876 138 000 000	909 611 006 952	909 611 006 952	0
Emprunts extérieurs-courants		876 138 000 000	909 611 006 952	909 611 006 952	0
Bilatéraux		852 248 000 000	909 611 006 952	909 611 006 952	0
Multilatéraux		23 890 000 000			0
Banques		0			0
Emprunts extérieurs-arriérés		0	0	0	0
Bilatéraux				0	0
Multilatéraux			0	0	0
Banques		0	0	0	0
Intérieur		160 609 000 000	144 798 781 622	144 775 881 622	-22 900 000
Intérieur-DGCP		90 377 000 000	72 742 658 341	72 742 658 341	0
Emprunts intérieurs-courants		90 377 000 000	72 742 658 341	72 742 658 341	0
Banques		28 433 000 000			0
Moratoires		25 099 000 000			0
Divers		36 845 000 000	72 742 658 341	72 742 658 341	0
Emprunts intérieurs-arriérés		0	0	0	0
Banques					0
Moratoires		0			0
Divers		0	0	0	0
Trésor-dette		11 484 000 000	11 249 000 000	11 249 000 000	0
Tirage FMI (principal)		11 484 000 000	11 249 000 000	11 249 000 000	0
Remboursement avances BEAC (principal)		0			0
Restructuration des entreprises		32 600 000 000	32 600 000 000	32 600 000 000	0
Dette non fiscale (aux entreprises)		0	0	0	0
Plans sociaux		32 600 000 000	32 600 000 000	32 600 000 000	0
Divers		26 148 000 000	28 207 123 281	28 184 223 281	-22 900 000
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)		20 000 000 000	20 200 241 943	20 200 241 943	0
Arriérés 8ème législature		0			0
Arriérés cotisations internationales		0			0
Arriérés pensions contractuelles		0	0	0	0
Indemnisation sinistrés					0
Arriérés FER		1 148 000 000	0	0	0
Opérations de couverture		5 000 000 000	6 863 155 248	6 840 255 248	0
Autres		0	1 143 726 090	1 143 726 090	-22 900 000

ANNEXE N°4: TABLEAU RECAPITULATIF DES CHARGES BUDGETAIRES 2007 (suite)

NATURE DES CHARGES	LFR 2008	Dépenses ordonnancées	ordonnances visées par le comptable	ordonnances restant à viser
Titre 2 : Intérêts sur emprunts et crédits fournisseurs	126 360 000 000	97 814 266 474	97 814 266 474	0
Exterieur	103 175 000 000	83 689 446 030	83 689 446 030	0
<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-courants</i>	<i>88 175 000 000</i>	<i>83 689 446 030</i>	<i>83 689 446 030</i>	<i>0</i>
Bilatéraux	36 658 000 000	83 689 446 030	83 689 446 030	0
Mutualitaires	10 580 000 000			
Banques	40 937 000 000			
<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-arriérés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Bilatéraux	0			
Mutualitaires	0			
Banques	0			
<i>Intérêts-commissions et frais</i>	<i>15 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Pertes sur change	11 000 000 000	0	0	0
Commission et frais-extérieur DGCP	4 000 000 000			
Intérieur	23 185 000 000	14 124 820 444	14 124 820 444	0
Intérieurs-DGCP	5 641 000 000	5 424 781 322	5 424 781 322	0
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	<i>5 641 000 000</i>	<i>5 424 781 322</i>	<i>5 424 781 322</i>	<i>0</i>
Banques intérieures	4 797 000 000			
Moratoires	735 000 000	0	0	0
Divers	109 000 000	5 424 781 322	5 424 781 322	0
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-arriérés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Banques intérieures	0			
Moratoires	0			
Divers	0			
Trésor-dette	17 545 000 000	8 700 039 122	8 700 039 122	0
Tirage FMI (intérêts)	1 545 000 000	0	0	0
BEAC (agios)	10 000 000 000	7 506 492 872	7 506 492 872	0
Bons d'équipement	6 000 000 000	1 193 546 250	1 193 546 250	0
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	817 500 000 000	820 328 956 572	819 794 531 957	-534 424 615
Titre 3 : Personnel permanent	289 893 000 000	294 434 597 824	294 506 416 554	71 818 730
Titre 4 : Main d'oeuvre non permanente	30 907 000 000	30 210 664 388	30 210 664 388	0
Titre 5 : Biens & services	192 500 000 000	192 290 935 989	192 035 027 306	-255 908 683
Titre 6 : Transferts et interventions	304 200 000 000	303 392 758 371	303 042 423 709	-350 334 662
<i>dont FER</i>	<i>33 000 000 000</i>			
PARTIE III et Titre 7 : INVESTISSEMENTS	295 000 000 000	298 309 777 399	298 274 045 399	35 732 000
Titre 7 : Dépenses de développement	256 653 000 000	205 522 923 500	205 487 923 500	-35 000 000
Titre 8 : Dépenses d'équipement	38 347 000 000	38 366 853 899	38 366 121 899	-732 000
<i>dont FINEX</i>	<i>50 900 000 000</i>	<i>54 420 000 000</i>	<i>54 420 000 000</i>	<i>0</i>
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	379 681 000 000	379 681 000 000	379 681 000 000	0
Titre 9 : Prêts, avances et dépôts	379 681 000 000	379 681 000 000	379 681 000 000	0
Système bancaire (BEAC et Banques commerciales)	339 681 000 000	339 681 000 000	339 681 000 000	
Règlements correspondants				
Fonds de réserves pour les générations futures	40 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	
Total Charges	2 655 288 000 000	2 650 543 789 019	2 649 950 732 404	-475 792 615

ANNEXE N°5: TABLEAU CORRIGE DES REGLEMENTS DEFINITIFS DES DEPENSES BUDGETAIRES 2008

DESIGNATION DE PARTIES	CREDITS OUVERTS	CREDITS CONSOMMES	MODIFICATIONS DE CREDITS SOLLICITES DANS LE PROJET DE LOI DE REGLEMENT	
			DEPASSEMENTS	ANNULATIONS
PARTIE I : CHAR. DETTE PUBLIQUE	1 163 107 000 000	1 152 201 155 048	33 473 006 952	44 378 851 904
Titre 1 : Remboursement emprunts et des crédits fournisseurs				
<i>Extérieure</i>	1 036 747 000 000	1 054 386 888 574	33 473 006 952	15 833 118 378
<i>Intérieure</i>	876 138 000 000	909 611 006 952	33 473 006 952	
	160 609 000 000	144 775 881 622		15 833 118 378
Titre 2 : Intérêts sur emprunts et crédits fournisseurs				
<i>Extérieure</i>	126 360 000 000	97 814 266 474		28 545 733 526
<i>Intérieure</i>	103 175 000 000	83 689 446 030		19 485 553 970
	23 185 000 000	14 124 820 444		9 060 179 556
PARTIE II : DEP. FONCTIONNEMENT	817 500 000 000	819 794 531 957	4 613 416 554	2 318 884 597
Titre 3 : Personnel Permanent	289 893 000 000	294 506 416 554	4 613 416 554	
Titre 4 : Main d'œuvre non permanente	30 907 000 000	30 210 664 388		696 335 612
Titre 5 : Biens et Services	192 500 000 000	192 035 027 306		464 972 694
Titre 6 : Transferts et interventions	304 200 000 000	303 042 423 709		1 157 576 291
PARTIE III : DEP. D'INVESTISSEMENTS	295 000 000 000	298 274 045 399	3 274 045 399	0
Titre 7 : Dépenses de développement	256 653 000 000	205 487 923 500		
Titre 8 : Dépenses d'équipements	38 347 000 000	38 366 121 899		
Finex	50 900 000 000	54 420 000 000		
PARTIE IV : PRETS, AVANCES ET DEPOTS	379 681 000 000	379 681 000 000		0
	0	0		
Titre 9 : Prêts et avances	379 681 000 000	379 681 000 000		0
Prêts et avances	0	0		
Système bancaire (BEAC et Banques commerciales)	339 681 000 000	339 681 000 000		
Règlements correspondants		0		
Fonds de réserves pour les générations futures	40 000 000 000	40 000 000 000		0
Total Dépenses	2 655 288 000 000	2 649 950 732 404	41 360 468 905	46 697 736 501

ANNEXE 6 :TABLEAU DE SYNTHESE DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES DE L'ANNEE 2008

NATURE	CHARGES		RESSOURCES	
	Prévisions	Résultats	Prévisions	Résultats
I- OPERATION A CARACTERE DEFINITIF				
Charges de la Dette publique	1 163 107 000 000	1 152 201 155 048		
Dépenses de fonctionnement	817 500 000 000	819 794 531 957		
Dépenses d'investissement	295 000 000 000	298 274 045 399		
CORRECTIONS	0	0		
compte 4810-50A "Dépenses à imputer pour le compte budget agio"	0	0		
Recettes fiscales			1 049 887 000 000	1 009 574 853 043
Revenus du domaine et des participations financières			1 012 853 000 000	966 645 190 131
			14 148 000 000	17 347 375 951
Ressources d'emprunt			578 400 000 000	580 978 555 219
CORRECTIONS			0	0
compte 4804 "recettes à classer et à régulariser des comptables"	0		0	
compte 4805 "recettes diverses à régulariser"			0	
PRETS, AVANCES ET DEPOTS	379 681 000 000	379 681 000 000		
Prêts et avances				
Système bancaire (BEAC et Banques commerciales)	339 681 000 000	339 681 000 000		
Règlements correspondants				
Fondsde réserves pour les générations futures	40 000 000 000	40 000 000 000		
TOTAL	2 655 288 000 000	2 649 950 732 404	2 655 288 000 000	2 574 545 974 344
SOLDE D'EXECUTION		-75 404 758 060		

ANNEXES 7:TABLEAU RECAPITULATIF DES COMPTES SPECIAUX

Comptes	Balance d'entrée	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4705-3H	Fonds communs Trésor	1010832113 CR	333 865 780		31 104 000
4705-4F	Fonds communs impôts	2398931023 CR	2 713 756 972	3 213 466 396	2 898 640 447
4705-5Z	Fonds communs DGCP	684028065 CR	2 185 259 655	1 830 710 839	329 479 249
4705-65Z	Fonds communs Douanes	440889124 CR	14 750 253 231	15 035 920 433	726 556 326
4705-8	Fonds communs EDT	2821169858 CR	4 690 417 390	3 854 546 625	1 985 299 093
4705-9	Fonds communs divers	327896248 CR	4 520 382 195	3 898 380 300	294 105 647
4708-1	Fonds de sécurité	17095342713 CR	57 531 087 821	43 426 968 752	2 991 223 644
4708-2	Fonds de renouvellement et de developpement	2409453898 CR	2 542 579 420	18 216 074 237	18082948715
4708-3	Autres comptes ressources affectées	844142880 CR	879 082 337	803 211 429	768 271 972
4708-4	Dépenses sur avance remboursable	114896570 DB	1 429 282 648	2 938 083 396	1 393 904 178
4820-71H	Fonds entretien routier	7 237 336 841 CR	1 350 539 386		5 886 797 455
5114	Avances consenties aux autres tiers	7 903 370 152 CR	150 837 771 364	161 729 052 276	18 794 651 064
5121	Prêts à court terme aux Etats étrangers	1 265 100 000 DB		1 265 100 000	
TOTAL			243 764 278 199	255 280 280 463	53 888 876 143

ANNEXE N°8: ETAT RECAPITULATIF DES TRANSFERTS ET DES RALLONGES BUDGETAIRES (en millier de F.cfa)

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
22/04/1999	03001-001	Dép. diverses	002675004900	35 000	Apurement du passif accumulé par l'ambassade du gabon à Sao-Tomé
10/05/1999	03030-002	Dép. centralisées	002118005100	1 282 989	
13/05/1999	03004-003	Ecole technique de Fougamou	641211424510 641211424610 641211424800 641211424960	1 250 42 500 4 500 30 000	Changement de poste
21/05/1999	03030-004	Frais de transport	211112004520	3 000	Transfert de chapitre 49 11 au 47 11
21/05/1999	03030-005				
16/05/1999	03042-006	Frais d'hospitalisation	911604004913	14 371	Notification
16/06/1999	03039-00043	réparation véhicules	4314110004210 4314110004260 4314110004712 4314110004797 4314110004960	10 000 4 000 2 000 20 000 4 000	RTG CH2: Transfert de crédit couvrir quelques insuffisances sur les frais de production locale
16/05/1999	03049-007	Frais d'hospitalisation	911604004913	14 987	Régularisation de la ligne 911604004913 et engagement des frais d'hospitalisation
16/05/1999	03047-009	Frais de transport	111121004520	5 000	présidence: demande de transfert du 4116 au 4520 et frais de carburant
16/05/1999	03046-010	Frais de réception	511161004905	730	IEF: demande de transfert au profit dela ligne frais de réception
29/06/1999	03054-012	Frais de mission	251141004510	4 500	Frais de mission Kingston en Jamaïque, et transfert de crédit
01/07/1999	03056-00062	Imprimés spéciaux	811715004722	1 800	CES Agondjé
01/07/1999	03055-00063	Frais de mission	251111004510	20 000	Cabinet Min. d'Etat
05/07/1999	03058-013	réparations véhicules Carburant entre. Fourni.	311112004210 311112004260 311112004600	8 000 10 000 7 000	Sécretariat Général
Sous-total 1				1 525 627	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
05/07/1999	03050-014	Dép. centralisées Divers et impressions	002118004980	140 000	demande de transfert d'imputation budgétaire. Redéfinir les nouvelles priorité par rapport aux dépenses liées au fond.
13/07/1999	03057-00068	carburant fourniture de bureau Convention nettoyage fourniture diverses fourniture scolaires	811652004260 811652004620 811652004655 811652004659 811652004724	360 2 500 5 850 500 2 000	Accord sur l'éclatement des besoins du lycée scientifique en fonction des besoins précis
20/07/1999	03062-015	Crédits délégués person.	511351613900	1 657	Paiement de droits résultant à la mise en retraite
22/07/1999	03073-016	Honoraires	002625004960	100 000	
	03074-017	Dép. centr. Et divers imprévues	002118004980	36 000	
02/08/1999	03079-018	Carburant véhicule	111121004260	5 500	Modification
05/08/1999	03079-019	Carburant	111150004260	1 192	Transfert de crédit 4650 au profit 4260
	03109-021	Fourniture bureau	11117004620	2 500	Transfert de crédit restaur. Au chap. fourniture de bureau
13/08/1999	03116-022	Frais transport	321111004520	20 000	Demande de transfert chap autres dep. au chap. frais de transport
29/08/1999	03114-023	Fournitures spécifiques	811715004700	8 000	transfert de dotation 4657 au 4722
29/08/1999	03129-024	Frais de missions	251111004510	4 140	la dotation budgétaire ne permettra de couvrir l'ensemble du budget nécessaire à la mission que doit effectuer le Ministre au Canada
29/08/1999	03045-008	Frais transport	321111004520	20 000	
02/09/1999	3134-025	Frais de missions	251110004510	6 203	Mission à Tripolie en Lybie participer somet des chefs d'Etat OUA Transfert de section 251 chap.141 vers section 251 chap 11
03/09/1999	03139-0027	Frais de missions	251 718 004 510		Transfert de crédits et frais
03/09/1999	03140-0026	Ach.Véhic. Util.	251 718 004 510	70 000	Plan détaillé des crédits d'investissements
Sous-total 2				426 402	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
20/09/1999	03154-030	Réparation véhicules Carburant Véhicule	311 112 004 210 311 112 004 260	12 000 10 500	Redéfinir les nouvelles priorités par rapport au dépenses liées au fonction. Courant des services
	03138-032	saiaire journalier Cotisations sociales	911 325 513 100 911 325 513 200	1 920 375	Régulation salaires journaliers
21/09/1999	03148-028	entret; admini.	821 121 004 650	2 392	Transfert de crédits chap. 49 60 honoraires vers chp. 46 50 sus mentionné
	03155-034	Frais de mission Frais de transport Fourn. Audio Honoraires Crédits délégués frnit.	431 311 004 510 431 311 004 520 431 311 004 712 431 311 004 960 431 348 614 690	2 500 2 500 6 250 15 000 3 750	Réaménagement des crédits de la RTG 1 Renforcement des emmeteurs du centre provincial de Makokou
	03160-0035	Frais de réception	131 131 004 905	5 000	Réaménagement de crédits imp. 1311314935 vers 1311314905 et la mise en place d'une régie d'avance pour couvrir la cérémonie de rentrée judiciaire
01/01/1999	03171-0038	Frais de mission	131 131 004 510	2 392	frais de séjour de mission de magistrat en séjour à Ouagadougou au Burkina-Faso
	03170-0040	Frais de transport	851 111 004 520	2 300	Transfert de crédits de frais de mission à ceux de frais de transport
	03173-041	Alimentation	311 112 004 800	2 000	Transfert de crédits de fonctionnement
12/10/1999	03183-046	Ach. Véhic. Tourisme	315 007 006 612	59 500	Réaménagement de crédits de la GN
12/10/1999	03180-045	Equip. plan. Ach. véhic.	535 101 006 612	4 800	Réaménagement de transferts de crédits de l'Assemblée Nationale
12/10/1999	03178-044	Divers et imprévus	2 670 004 260	85 000	Transfert de crédit afin de permettre la prise en charge partielle des conventions d'entretien signées avec G.P.S.
03/11/1999	03199-0060	carburant véhicule fourniture hofellerie frais de reception	31 115 304 260 31 115 304 721 31 115 304 905	2 400 18 000 3 000	Hopital militaire de Melene: demande de transfert de crédit pour résoudre certaines dépenses (logements, alimentat°)
	03218-0063	subvention investissement subvention invest. Haudro. subvention invest. Réhab. Éclairage		302 000 400 000 278 000	Dde de transfert de crédits chap idoines pour invest. À la section 665 des progr. Gabon-Canada-Hydro. Villagoise et du projet sur la réhabilitat° de l'éclairage public Mouila
Sous-total 3				1 221 579	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
	03207-0064	frais de transport	221 111 004 520	8 129	Cab. Vice 1er ministre transfert de crédit pour frais de missions au Caire
	03212-0058	frais de mission	311 112 004 510	1 334	SG défense: demande d'ouverture sur frais de mission pour participer à la conférence des leaders seniors du Centre Africain de dakar
	03203-0048	achats véhicules	225 102 006 212	120 000	
04/11/1999	03206-056	Impression documents	002670004935	6 700	modification budg. Pour règlement de l'impression des fiches individuelles de pré recense. des agents de l'Etat
	03192-0053	conf.budg. 2000, impress° doc	002670004935	11 500	conf.budg. 2000 modificat° budgétaire pour règlement impression de 150 brochures
	03177-0052	Cotisations internationales	621915005800	7 550	ICCAT: modif budgt suite à une erreur malencontreuse qui a conduit au transfert ICCAT au titre des cotisat° int sur ligne l'OBIBT
	03200-0055	refct-entr- bat- Adm ac- veh- tourisme acq-equip-climatiseurs acq-mat-transmission acq-equip-bureaux acq-mat-informatique mission terrain	945 001 006 221 945 001 006 612 945 001 006 713 945 001 006 723 945 001 006 742 945 001 006 792 945 001 006 835	30 000 85 000 4 000 5 000 20 000 36 000 20 000	Plan d'utilisation du budget d'investissement. Ministère de la Famille
	03198-0054	ach-veh-trans-en commun	315 132 006 662	10 000	Hopital militaire transfert de crédit de 1 million pour achat équipement médicaux et achat transport en commun.
	03167-057	subvention investissement	535 001 006 554	14 800	ISTA - transfert de crédit permettant de réduire le montant et d'accompagner la reprise des autorités de la CEMAC dont ils abritent le siège.
04/11/1999	03197-0050	refct-bat-sanitaire acq-equip-climatiseurs acq-equip-bureaux acq-equip-logements acq-autres équipement	315 003 006 241 315 003 006 713 315 003 006 742 315 003 006 772 315 003 006 782	1 250 5 000 7 000 11 750 5 000	Demandes de transfert 01 annexe explicative à la loi de finances 99. 01 annexe objet de la demande.
Sous-total 4				410 013	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
04/11/1999	03196-0049	frais de missions	831 411 004 510	2 000	transfert partiel de fonds des lignes 47-17 à 4510.
	03190-0061	refct-entr-bat-Adm	225 104 006 221	69 000	Réaménagement de crédits. Refection Min et tribunal LBV
	03191-0062	acq-equip-climateurs	135 103 006 713	15 000	Cour Judiciaire transfert de crédits.
	03042-11	frais d'hospitalisation	911 604 004 912	15 000	
	03216-65	acquisition-equip-bureaux	315 114 006 742	75 000	Demande de crédits brigade de Kango.
	03231-66	fournitures spécifiques	911 521 004 700	81 750	fourniture nat vaccination transfert de lignes budgétaire.
	03235-67	ach-veh-utilitaires	255 201 006 622	20 000	Direct gle de la mer, transmission facture.
	03210-69	fournitures informatiques	531 211 004 711	4 169	transfert de crédits commis au plan.
	03239-70	entr-teleph	111 141 004 651	5 500	transfert de crédits intendance du palais.
	03225-71	ach-veh-tourisme	115 108 006 612	55 000	Transfert de crédits relatif à la mise en place du budget
		acq-equip-climateurs	115 108 006 713	14 000	d'investissement 99 de la coordination des services
		acq-mat-transmission	115 108 006 723	9 000	spéciaux.
		acq-equip-bureaux	115 108 006 742	5 000	
		acq-equip-logement	115 108 006 772	5 000	
	03227-072	acq-mat-informatique	115 108 006 792	12 000	
		ref-bat-sante publique	315 132 006 241	18 173	Transfert de crédits hopital de Melen.
	03230-073	ref-bat-Def-Nat	315 132 006 251	22 125	Rallonge pour achat médicaments et produits chimique.
	03229-074	frais d'hospitalisation	311 152 004 913	3 400	Santé militaire
	03220-075	entr-Admn-entr-mat-audio	511 161 004 650	12 000	Transfert crédits entretien Finances.
04/11/1999	03238-076	entre. Téléphone	2 118 004 651	806	frais de réparation téléphone
Sous-total 5				443 923	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
04/11/1999	03224-077	fourniture bureaux	521 119 004 620	788	PME: Demande de transfert de ligne
		fourniture bureaux SG	521 119 004 620	1 152	
		fourniture bureaux Dir. Artisanat	521 119 004 620	975	
		03222-78	fourniture spécifique	3 221 111 004 700	8 084
24/11/1999	03214-079	achat véhicule tourisme	535 110 006 612	18 200	réaménagement de crédits d'investissement CENAREC
		achat véhicule transp commun	535 110 006 662	18 800	
	03217-081	DGB, entre mat informatique	511 211 004 701	130	modification budgétaire pour frais de réparation imprimante
	03240-082	carburant véhicule	811 652 004 260	1 140	demande de crédit pour le lycée scientifique
		fourniture bureau	811 652 004 220	2 500	
		entretien administratif	811 652 004 650	2 000	
		fournitures diverses	811 652 004 659	4 200	
		entretien matériel informatique	811 652 004 701	1 000	
		entretien matériel audio	811 652 004 702	2 000	
		fourniture informatique	811 652 004 711	3 000	
		fourniture audio	811 652 004 712	500	
		médic; prod; chimie	811 652 004 718	5 000	
		fourniture labo	811 652 004 719	3 000	
		imprimés spéci.	811 652 004 722	2 000	
		fourniture scolaire	811 652 004 724	2 200	
	03236-0084	réhab.ed.Mouila ints; réseau	665 402 006 370	278 000	
	03241-0085	S.G. Honoraires	511 131 004 960	720	transferts de crédits S.G. Finances
29/11/1999	03244-086	Santé- loyer- militaire	311 152 004 116	6 800	Difficultés santé militaire
	03242-087	équipement armée de terre	315 128 006 723	5 003	Transfert de ligne budgétaire Armée de Terre
		acqui. Matériel transmission			
	03181-088	refection immeuble admini	935 109 006 221	70 000	modification budgétaire Affaires Sociales
equipement divers bureau		935 110 006 742	10 000		
Centre préscolaire Mpassa construct° bât.		935 201 006 220			
Sous-total 6					447 192

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
déc-99		ref. entre. Bât admini	425 103 006 221	54 987	
		résidence Gouverneur mouila			
	03234-089	constr. Bât admini	425 201 006 220	235 726	réaménagement des crédits d'investissements
		Sous prefec Mak. Bakwaka			
		constrc. Bât admini	42 530 100 620	95 130	
		Sous prefec Mvadi constc bât	425 302 006 220	114 157	
		Salaire M.O. prog.	615 401 006 845	15 466	
		Cab 1 ^{er} Minis: réparat°véhicule	181 111 004 210	10 000	
	03252-092	fourniture bureau	181 111 004 620	2 700	transferts de l'intégralité de la dotation budgétaire
		autres dépenses	181 111 004 900	5 000	
		Haut commis coordinat° seces			
	03249-093	spéciaux: loyers militaires	111 121 004 116	1 500	
		frais de trasport	111 121 004 520	3 500	
	03253-094	IGFS: frais de transport	311 121 004 520	1 125	Changement d'affectation de crédits
	03254-095	Mn d'Etat entre fournir/Adm	251 141 004 600	28 200	Transfert de crédits Affaires Etrangères
		SG Finances: frais mission	511 131 004 510	7 000	
	03261-096	fourniture bureau	5 111 310 061 620	9 083	Transfert de la ligne 1113100; 4344 aux lignes 4510, 4900, 4620
		autres dépenses	511 131 004 900	18 917	
		Tous serces carburant véhicule	951 131 004 260	1 500	
	03263-097	frais de mission	951 131 004 510	6 000	réaménagement de crédits
		fourniture bureau	951 131 004 620	1 500	
	03264-098	Opérat° Koubia II acquist° mate	315 006 006 723	70 322	
			315 006 006 782	9 678	
		SG eq. Dio acq Eq B	315 006 006 772	11 077	
		ecol d'état maj int			Modifications budgétaires, motif non respect de paragraphe budgétaire
		constc bât	315 130 006 251	318 000	
		veh transp ach veh	315 134 006 622	216 000	
		aménagement prytanée militaire	315 137 006 251	50 000	
	03262-099	Mines Comm grl carb véhicule	111 122 004 260	175	Transfert crédits frais de mission, frais carburant
	03255-0100	Carb Mn entre Admn	831 111 004 650	750	Transfert fonds pour règlement de travaux relatifs à l'entretien adm
	03245-0102	DG eq & maintenance			
		loyers baux bureaux	431 611 004 113	845	transfert de crédits
	Sous-total 7			1 288 338	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
	03266-0103	Opérat° Koubia II acquist° eq B	315 006 006 742	9 678	
	03270-0104	confect°budget 2000 impr doc	002670004935	8 272	transfert de crédits
	03276-0105	équip. Naut ach mat n.	445 101 006 682	138 000	transfert de crédits
		dép diverses études	625 008 006 865	105 000	
	03274-108	Inspect dép Lbv sal journalier	921 339 003 100	90	
	03273-107	Secret Gen sal. Journ	811 112 003 100	170	
	03272-110	DG forêts sal journ	621 211 003 100	15	
	03280-109	RS OG lolo nouv Hop int reseau	905 706 006 370	150 000	transfert de ligne
		RS OG Maritime nouv Hop int reseau	915 808 006 370	150 000	
	03282-112	DG Santé militaire ent ADM	311 152 004 650	31 000	
	03285-0113	Assemblée, salaires journaliers	121 211 003 100	2 000	Modifications budgétaires relative au paiement des trois mois de salaires
	032886-0114	Assainissement, contrôle travaux	645102006825	232 000	correction sur nature des dépenses
	03267-0106	contre ingérence & sécurité et sécurité militaire: pièces détachées			
		construction routes	311 131 004 220	2 000	Modifications budgétaires
		Ach. Véhic. Tourisme	645 102 006 320	232 000	Réaménagement de crédits d'investissements
	03143-033	Equipements clim.	645 102 006 612	26 000	des T.P.
		capmts bureaux	645 102 006 713	62 000	
		contrôle de travaux	645 102 006 742	6 000	
			645 102 006 825	100 000	
	03153-029	Réparation véhicules	311 121 004 210	2 000	Insuf. De crédits alloués à l'IGFS chap.46 00, 42 10
		Pièces détachées	311 121 004 220	2 000	42 20 et sollicités changement d'affectation de
		Admns; convent.	311 121 004 657	1 962	crédits chap.49 00 au 46 57
	03152-031	Ach. Véhic. Tourisme	185 103 006 612	88 000	Réaménagement de crédits d'équipements de la
					Primature
		Acquis EGPTS	315 005 006 782	55 000	transfert de crédit d'investissements
		A. Mat. Informatique	315 005 006 792	45 000	
		Opérat° K. acq. E. milit.	315 006 006 732	80 000	Pour améliorer les conditions de travail; redynamiser°
	03163-042	GN Ntoun: ach. Véhic.	315 136 006 622	15 000	des fanfares// installation et remise en état des réseaux d'électricité
		Aménag.prit;milit.			
		construction bâtiments	315 137 006 250	50 000	Acquisition de nouveaux équipements
		Brigade GN Léoni:ach.veh.	315 204 006 622	15 000	
Sous-total 8				1 608 187	

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
12/10/1999		Assemblée Nationale	125 101 006 370	30 000	
		Aménag.créat° esp. Verts	125 101 006 390	233 600	
		Acquisit° maté. Transmiss°	125 101 006 723	70 200	
	03182-043	Acquisit° équipe. Bureau	125 101 006 742	491 300	Réaménagement de crédits
		Acquisit° autre équipe.	125 101 006 782	64 000	
		Acquisit° maté. Informatique	125 101 006 792	100 100	
21/10/1999	03186-047	construction dispensaire			
29/06/		construction bât. S. H.	915 011 006 240	25 000	Réaménagement de crédits pour construction labo génie
	03036-00092	Salaires journaliers	251 612 973 100	15 750	sanitaire bad 1
03/11/1999	03211-0059	subvention investissement	535 802 006 554	65 000	Réaménagement de crédits du plan
Sous-total 9				1 094 950	
Total 1				8 466 211	

Dates	Arrêtés 99	Service	Imputation	Montant	Observations
20/05/1999	03029-00063	Cotisations sociales	2 118 003 200	3 569	
		Salaires journaliers	111 125 003 100	1 420	Transfert de crédit du chap 141 art 45 paragr 20
		Salaires journaliers	181 122 003 100	4 377	au chap 11art 45 paragr 10 pour permettre de prendre
		Salaires journaliers	251 111 003 100	1 305	part au sommet de l'OUA à Alger
		Salaires journaliers	251 141 003 100	3 603	
		Salaires journaliers	551 211 003 100	945	
		Salaires journaliers	621 111 003 100	2 346	
		Salaires journaliers	651 111 003 100	2 940	
		Salaires journaliers	651 115 003 100	2 720	
		Salaires journaliers	731 111 003 100	2 380	
		Salaires journaliers	741 111 003 100	630	
		Salaires journaliers	741 311 003 100	2 095	
		Salaires journaliers	741 312 003 100	3 780	
		Salaires journaliers	741 411 003 100	626	
		Salaires journaliers	911 111 003 100	960	
29/06/	03036-00092	Salaires journaliers	951 111 003 100	19 713	
29/06/	03036-00092	Salaires journaliers	251 611 873 100	16 275	
29/06/	03036-00092	Cotisations sociales	251 611 873 200	5 250	
29/06/	03036-00092	Frais de mission	251 611 874 510	2 000	
29/06/	03036-00092	Crédits délég fournitures	251 611 874 690	12 000	
29/06/	03036-00092	Frais de réception	251 611 874 905	3 500	
29/06/	03036-00092	Cotisations sociales	251 612 973 200	5 250	
29/06/	03036-00092	Frais de mission	251 612 974 510	1 000	
29/06/	03036-00092	Crédits délég fournitures	251 612 974 690	11 812	
29/06/	03036-00092	Frais de réception	251 611 874 905	2 500	
29/06/	03036-00092	Attaché militaire			
29/06/	03036-00092	Salaires journaliers	311 123 973 100	2 500	
29/06/	03036-00092	Cotisations sociales	311 123 973 200	800	
29/06/	03036-00092	Crédits délég fournitures	311 123 974 690	700	
29/06/	03036-00092	Attaché militaire Dakar			
29/06/	03036-00092	Salaires journaliers	311 127 873 100	2 500	
29/06/	03036-00092	Cotisations sociales	311 127 873 200	800	
29/06/	03036-00092	Crédits délég fournitures	311 127 874 690	7 000	
Sous-total 1				127 296	

Dates	Arrêtés 99	Service	Imputation	Montant	Observations
29/06/	03036-00092	Salaires journaliers	311 127 873 100	3 000	
30/06/1999	03037-00093	Crédits délég pers loyer diplomates frais de mission Crédits délég four Frais de réception Salaires journaliers Cotisations sociales frais de mission Crédits délég four Frais de réception	251 315 963 900 251 315 964 100 251 315 964 510 251 315 964 690 251 315 964 905 251 316 963 100 251 316 963 200 251 316 964 510 251 316 964 906 251 316 964 690	40 000 9 975 1 500 42 000 1 500 84 000 31 500 1 300 42 000 3 937	
02/09/1999	03119-000155	Salaires journaliers fourniture bureau entre admini réparation véhicule	251 128 003 100 251 128 004 620 251 128 004 650 251 317 024 210	3 552 1 800 750 40 000	Projet de modification modification budget relatif au transfert de Réparation de véhicule: ambassade du Gabon Espagne
02/09/1999	03124-0167	Salaires journaliers Crédits délég pers	311 125 033 100 911 411 123 900	2 400 962	Revoir montant salaire, cotisation sociale
22/09/1999	03059-0182	EPCA	411 132 004 960	30 000	Transfert crédit paiement des honoraires de vacation
22/09/1999	03142-183	sec Gen frais de transport	711 121 004 520	6 878	Rallonge budgétaire aux titres de transport
22/09/1999	03145-184	Honoraires études	535 109 006 815	580 000	Réaménagement des crédits de la planification
27/09/1999	03131-0199	Hebergement Hotels	111 121 004 112	6 000	
27/09/1999	03131-0199	fourniture militaire	111 121 004 725	4 000	
27/09/1999	03131-0199	Autres produit alimentaire DAF carb véhicule IF réparation véhicule Pièces détachées	111 121 004 740 511 141 004 260 511 161 004 210 511 161 004 220	18 000 1 000 4 450 3 000	Dotation pour réparation véhicule
	03137-0204	Ambassade Gabon prétoiria Salairespersonnel	2 495 063 900	15 000	Sal jour du pers sce social à prétoiria
	03128-0206	OIB.Tropicaux (coti intern)	621 914 005 800	7 550	Transfert crédit relatif au rattachement du département de la pêche au Ministère des Eaux et Forêts
Sous-total 2				986 054	

Dates	Arrêtés 99	Service	Imputation	Montant	Observations
	03159-208	SG Primature: Sal journalier Cab Mini sal jour Eaux et Forêts, sal jour Cab Mini d'Etat CES Akébé sal jour	181 122 003 100 621 111 003 100 621 211 003 100 641 111 003 100 811 712 003 100	700 630 1 014 327 800	Ajustement lié à l'exécution normale des dépenses de MONP (paiement indemnités de licenciement, départ en retraite)
21/10/1999	03164-212	PromoGabon, subventions	522 511 005 300	20 000	Rallonge de 20 millions au titre des subventions
	03133-0205	ENEF: Honoraires S.G: frais de mission frais de transport inst fin Bourses et stages	621 531 004 960 851 131 004 510 851 131 004 520 511 161 005 100	15 100 13 250 6 807 17 000	Modification budgétaire pour participation à la conférence de l'UNESCO
	03215-0435				rallonge budgétaire pour couvrir les promotions jusqu'en fin d'année
	03237-0436	Dép centr cotisat° sociales	2 118 003 200	3 331	Modif pr permettre le transfert dudit montant à la ligne 32000 (cotisations sociales)
	03221-0437	DG droit de la mer, frais miss°	251 128 004 510	3 975	Modif relative au transfert de la ligne frais de miss° suite au changement de tutelle
	03233-0444	Grandes révisions hélico/avions Etudes, recher, honoraires	325 001 006 691 325 001 006 815	150 000 10 000	Modifications budgétaires relatives aux besoins de la garde républicaine et de dépenses de l'aviation civile
	03277-0456	Nations Unies: sal jour Palerie Gabon Italie:créd délég	251 412 073 100 511 886 963 900	28 000 30 000	Modif budg relative aux rallonges accordées à la mission permanente du Gabon aux Nations Unies
	03246-0457	Dép centr cotisat° sociales	2 118 003 200	1 512	Modifications relatives aux salaires journaliers
	03278-0458	DG santé militaire entretien administratif médicament prod chimique Commandement en Chef (honor) ENEF: carburant ATRS App tech Alimentation	311 152 004 650 311 152 004 718 441 110 004 960 621 531 004 716 621 531 004 800	20 000 30 000 38 000 10 000 8 000	Rallonge budgétaire de 38 millions; salaire, agents santé militaire
Sous-total 3				408 446	
Total 2				1 521 796	
Total global				9 988 007	

ANNEXE N°9: ETAT RECAPITULATIF DES CREATIONS DE NOUVELLES LIGNES BUDGETAIRES

(En milliers de F.CFA)

Dates	Décisions 99	Service	Imputation	Montant	Observations
05/08/1999	03108-020	Aménagement refection bât. Dép.	315137006251	100 000	demande de transfert et proposition de chapitre à créer (aménagement prytanée militaire)
	03232-080	Stal. Agric. Sal M.O. Renf. Capac. Sal M.O. Cont. & cond. Sal M.O.	615 131 006 845 615 131 006 845 615 137 006 845	14 512 4 598 25 135	Création de ligne et modification budgétaire: promotion coop.; statistiques agricoles; constr. Conduc. Renf. Capa.
		Stal. Agric. Sal M.O. promo coop sal M.O. prog	615 131 006 845 615 115 006 845	14 582 12 418	Création de ligne budgétaire et transferts de crédits
	03248-090	PADEF: refec bât administratif refect bât agricole CIAM: intrants projets agricoles Salaire M.O. prog. Polyculture Lébamba, Ndendé	615 004 006 221 615 004 006 421 615 116 006 733 615 116 006 845	15 000 35 000 20 000 30 000	modification budgétaire et création de nouvelles lignes budgétaires
	03265-0101	Dev pech ref entre bât Pièces détachées veh projets carb & lub projet Pièces deta. Mat naut acq mat informatique salaire M.O. projet	625 008 006 221 625 008 006 613 625 008 006 623 625 008 006 683 625 008 006 792 625 008 006 845	41 000 2 000 12 000 8 000 4 000 24 000	Création de nouvelles lignes budgétaires

Sous - total 1

362 245

ANNEXE N°9 (Suite)

Dates	Arrêtés 99	Service	Imputation	Montant	Observations
	03201-0428	Equipe bureau ambass	255 002 006 742	40 000	Modification budgétaire (rattachement droits de la mer)
	03188-0429	Haut Com coord scc spéc	111 121 004 652	14 000	Modification budgétaire et création d'une ligne d'entretien véhicule: Affaires sociales
		entretien climatiseur	251 317 024 115	84 000	
		Espagne loyer diplomates	311 123 974 690	2 000	
		Mil Abibjan crédit délég	311 152 004 650	20 000	
		DG santé militaire	311 152 004 718	30 000	
		Medi prod chimie	811 612 004 700	25 000	
		LTOB fnr op	911 231 004 960	30 000	
		ENS honoraires	91 123 100 214 960	15 000	
		CREG ENASS Honoraires	911 231 414 960	10 000	
		ENASS Mouila	911 231 614 960	10 000	
		ENASS Makokou Honoraires	935 109 006 200	100 000	
		ref int adm ach constr	951 111 004 210	15 000	
		cab Min d'etat rep véhicule			

Sous - total 2 **395 000**

Total global **757 245**

